

MEMOIRE EN REPONSE

A L'AVIS DE LA MRAE DU 18/03/2025

PREAMBULE

Le Plan Local d’Urbanisme intercommunal Habitat Mobilité Bioclimatique (PLUi-HMB) du Grand Annecy a été arrêté par délibérations du Conseil communautaire le 19 décembre 2024 et le 17 avril 2025.

Les plans locaux d’urbanisme font l’objet d’une évaluation environnementale systématique au titre du point 3°bis de l’article L.104-1 du Code de l’Urbanisme. Dans ce contexte, la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 20 décembre 2024 par la maîtrise d’ouvrage pour avis au titre de l’autorité environnementale.

Le présent mémoire en réponse fait suite à l’avis rendu le 18 mars 2025 par la Mission Régionale d’Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône Alpes dans le cadre de l’élaboration du PLUi du Grand Annecy.

1

CONTEXTE, PRESENTATION DU TERRITOIRE ET DU PROJET D’ELABORATION DU PLUI ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Aucune réponse n’est attendue dans cette partie.

2

QUALITE DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET DE LA PRISE EN COMPTE DE L’ENVIRONNEMENT PAR LE PLUI

2.1 Observations générales et méthodologie

Extrait de l'avis

Ce document d'urbanisme ne sera accessible au public et opérationnel pour les pétitionnaires et services instructeurs que s'il est accompagné d'une mise à disposition gratuite sur Internet d'un outil intégré permettant de visualiser et d'identifier les règles et orientations à l'échelle parcellaire.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à mettre à disposition du public une cartographie numérique permettant d'avoir accès aux différentes cartographies composant le PLUi HMB. Cet outil permettra de faciliter l'accès au document. Dans tous les cas, le dossier complet du PLUi HMB sera versé sur le géoportail de l'urbanisme.

Extrait de l'avis

[Le résumé non technique de l'évaluation environnementale] n'est ni clair, ni facilement accessible pour le public dans la masse des documents du dossier.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme mentionne explicitement « qu'au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation : 7° Comprend un résumé non technique ».

Un effort supplémentaire de synthèse et de vulgarisation des concepts abordés dans le résumé non technique sera fait lors de la constitution du rapport de présentation inclus au dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dossier mentionne par erreur l'article R.122-20 du code de l'environnement (RP1.2, p.150 § 2.4.3b) qui ne s'applique pas à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La mention erronée sera supprimée dans le dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dossier comprend quelques erreurs de forme qui peuvent être corrigées.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les corrections listées dans la note de bas de page seront appliquées lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Les enjeux environnementaux sont hiérarchisés dans le dossier selon trois niveaux : fort, moyen, faible, toutefois le dossier énonce deux autres niveaux « structurant » et « majeur » sans préciser leur positionnement précis dans la hiérarchie (RP 1.2 p.15 § 2.1.2d, p.103 § 2.4.1)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La description de la hiérarchisation des enjeux réalisée au paragraphe 2.1.2.d sera modifiée comme suit : « Les enjeux sont hiérarchisés selon 4 niveaux : majeur, fort, moyen, faible ». Les éléments qualifiés de « structurant » (consommation d'espaces, milieux naturels et biodiversité, paysage et patrimoine) seront remplacés par « majeur » en cohérence avec le tableau 6 p.103 classant les enjeux hiérarchisés pour le PLUi-HMB du Grand Annecy.

Extrait de l'avis

Le dossier semble ne pas comprendre de tableau des superficies des sous-zonages du règlement graphique indicé A, pourtant nécessaire à l'analyse du PLUi, et aucune mention n'en est faite dans les sommaires des fascicules du rapport de présentation.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le tableau suivant présente les éléments demandés, issus de l'analyse du zonage d'arrêt.

Zonage A indicé		Surface (ha)
A	Agricole	8 954,40
Aalp	Alpage	1 198,72
Ae	Agricole permettant le développement de l'artisanat	0,08
Al	Agricole de centre équestre	2,37
As	A protéger pour des raisons écologiques, paysagères et pour les pâtures nécessaires au pâturage des laitières	8 267,40
Total		18 422,96 ha

Un tableau actualisé similaire sera intégré dans les pièces pertinentes lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[Le dossier] annonce que les « secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) » font l'objet d'une analyse des incidences environnementales [...] mais ne tient pas ses promesses dans la mesure où tout secteur d'une superficie inférieure à 100 m², y compris dans un site Natura 2000, est exclu de l'analyse des incidences en raison d'un postulat de principe selon lequel les incidences d'un secteur d'aménagement de dimension réduite seraient nécessairement peu significatives.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse ayant conduit à la détermination des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) sera reprise pour intégrer les secteurs d'une superficie de 100 m² et moins initialement écartés d'office dans le dossier d'arrêt. Il n'existe par ailleurs pas de secteur présentant une superficie inférieure à 100 m² qui soit inclus dans un site Natura 2000 sur le territoire.

Site Natura 2000 concerné	Emplacement	Secteur	Surface
Les Frettes, des Massif des Glières	Stecal	Nt1 Aire de retournement	10 400 m ²
		Nt1 Gîte Les Lanfiannes	9 00 m ²
		Nt1 Aire de stationnement	17 250 m ²
		Nt1 Auberge des Glières	5 080 m ²
	Emplacement réservé	Création du chemin du Collet	5 460 m ²
		Aire de stationnement	2 470 m ²

Extrait de l'avis

[Le dossier] annonce que les « secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) » font l'objet d'une analyse des incidences environnementales [...] mais ne tient pas ses promesses dans la mesure où, à la différence des OAP sectorielles (RP 1.2 p.145-629, 151 § 2.4.3), le dossier ne comprend aucun zoom cartographique ni analyse des incidences environnementales pour les PAPAG, la nouvelle zone d'activité communautaire (11 ha), les projets d'équipements publics (41,59ha), les projets liés à la mobilité (56,57 ha).

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Compte-tenu des observations et remarques formulées sur la composition de l'analyse des incidences présente dans le dossier d'arrêt, la maîtrise d'ouvrage propose de compléter le travail fourni avec des compléments d'analyse pour les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. Ils comprendront la production de tableaux analytiques synthétiques par sous-zonage (Neq) reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale (PAPAG, emplacements réservés pour des projets de mobilité identifiés SSEI).

A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse de ces zones revêtant une importance particulière pour l'environnement se rapportera à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l'avis

[Le dossier] annonce que les « secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) » font l'objet d'une analyse des incidences environnementales [...] mais ne tient pas ses promesses dans la mesure où il n'analyse qu'une infime minorité des Stecal (4 sur 36, Nt1, Nt2, Nt5, Nr1) et des emplacements réservés (4 sur 1 165) à l'occasion de l'analyse des incidences Natura 2000 (RP 1.2 § 2.4.7)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Compte-tenu des observations et remarques formulées sur la composition de l'analyse des incidences présentes dans le dossier d'arrêt, la maîtrise d'ouvrage propose de compléter le travail fourni avec des compléments d'analyse pour les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement dont la production de tableaux analytiques synthétiques par sous-zonage (Nt1, Nt10, etc) reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale.

Concernant l'analyse des incidences potentielles des emplacements réservés, l'exercice de production des tableaux synthétiques sera mené par regroupement de typologies de projet portés par ces derniers : voiries, équipements d'intérêt public, loisirs, vocation écologique, etc...

A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse de ces zones revêtant une importance particulière pour l'environnement se rapportera à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l'avis

[Le dossier] annonce que les « secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) » font l'objet d'une analyse des incidences environnementales [...] mais ne tient pas ses promesses dans la mesure où le PLUi prévoit de nombreux travaux et activités en zone naturelle, notamment des installations photovoltaïques indicées Npv pour lesquels aucune superficie n'est précisée, et sans évaluation environnementale.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le zonage N indicé prévoyant des travaux et activités en zone naturelle couvre respectivement 199 ha (activités) et 55 ha (travaux) soit 0,5 % des surfaces totales du territoire.

Activités

Zonage indicé		Surface (ha)
Nct	Gestion et entretien du champ de tir	5,02
Neai	Evolution des activités isolées	9,35
Neq	Equipements publics	4,93
Ngv1	Gens du voyage	1,23
Ngv2	Gens du voyage sans construction	5,57
Nj	Jardins partagés	5,71
Nm	Projets mixtes	0,28
Np	Parcs urbains patrimoniaux	17,78
Npu	Parcs urbains publics	73,45
Npv	Installations photovoltaïques	1,78
Nr1	Stockage de matériaux inertes	49,22
Nr2	Stockage de matériaux inertes permettant le développement de photovoltaïque	9,96
Nr3	Transformation de matériaux	3,40
Nr4	Transformation de matériaux avec évolution limitée	11,34
Total		199,02 ha

Travaux

Zonage indicé		Surface (ha)
Nt1	Evolution d'hébergements touristiques	8,15
Nt10	Accrobranche	3,99
Nt11	Evolution de la restauration	0,34
Nt12	Aménagements des abords du Chéran	1,15
Nt13	Chalet de ski de fond	0,14
Nt14	Aménagements des abords du Chéran	6,98
Nt15	Aménagement du moulin de Crosagny	0,05
Nt16	Semnoz (projet Courant d'Ere)	0,86
Nt17	Semnoz (domaine nordique)	1,78
Nt18	Semnoz (luge toutes saisons)	0,76
Nt19	Semnoz (domaine alpin)	2,22
Nt2	Maison du plateau des Glières	1,73
Nt20	Maintien des campings	6,20
Nt3	Maintien de la restauration	0,19
Nt4	Evolution d'hébergements touristiques	0,25

Zonage indicé		Surface (ha)
Nt5	Château de Thorens-Glières	3,24
Nt6	Golf	11,28
Nt7	Aménagements sportifs et de loisirs	5,18
Nt8	Hébergements touristiques	0,29
Nt9	Centre aéré	0,21
Total		55 ha

Le zonage **Npv** concerne en particulier un seul secteur d'environ 1,8 ha, par ailleurs identifié comme Stecal, à proximité immédiate de l'unité de valorisation énergétique SINERGIE sur la commune de Chavanod. La parcelle fera l'objet de prospections naturalistes complémentaires au printemps 2025 afin de caractériser plus finement les enjeux écologiques locaux. Conformément aux prescriptions de la fiche 13 « Les spécificités de l'évaluation environnementale des PLU » issue du guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme du Commissariat général au développement durable et Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (novembre 2019), une attention particulière sera portée à l'analyse des points suivants : effets des énergies renouvelables sur les milieux naturels, évitement des zones sensibles du fait de la présence d'espèces sensibles aux énergies renouvelables, solutions alternatives (zones de moindre sensibilité, développement sur bâtiment).



De manière générale, l'analyse sera conduite à travers des tableaux synthétiques multi-composantes pour chacun des sous-zonages indicés, avec des zooms sur des secteurs jugés sensibles le cas échéant.

NB/ Certains secteurs sont compris dans des Stecal liés à des opérations en montagne et/ou dans les périmètres des Unités Touristiques Nouvelles (UTN) locales portées par le PLUi : se reporter aux remarques concernant les analyses des incidences environnementales de ces secteurs pour le détail des modalités d'analyse prévues.

Extrait de l’avis

[Le dossier] annonce que les « secteurs susceptibles d’être impactés (SSEI) » font l’objet d’une analyse des incidences environnementales [...] mais ne tient pas ses promesses dans la mesure où, au total, le dossier n’analyse pas suffisamment les incidences environnementales de la consommation de 240 ha d’Enaf prévue par le PLUi, déjà consommés (81ha) comme restant à consommer (159ha) et ne justifie pas avoir mis en œuvre la démarche Eviter-Réduire-Compenser.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Compte-tenu des nombreuses remarques concernant l’évaluation des incidences du document, la maîtrise d’ouvrage propose de compléter l’analyse comme suit :

- Production de tableaux analytiques synthétiques pour les zones revêtant une importance particulière pour l’environnement reprenant l’ensemble des composantes de l’environnement dont l’étude est mentionnée à l’article R.151-3 du Code de l’Urbanisme
- Des zooms spécifiques sur certaines zones spécifiquement pointées par l’Autorité environnementale dans son avis

La définition des « zones revêtant une importance particulière pour l’environnement » s’appuiera sur le travail de sélection des secteurs susceptibles d’être impactés (SSEI) déjà mené dans le cadre de la constitution du dossier d’arrêt et sera complété en tenant compte des remarques faites par l’Autorité environnementale pour certains sous-zonages et/ou secteurs spécifiques. Les compléments d’analyse seront, en tout état de cause, conduits selon le principe de proportionnalité entériné par l’article R.151-3 du Code de l’Urbanisme.

Extrait de l’avis

Le dossier indique que certaines mesures ERC sont « portées par le PLUi » et mentionne d’autres « mesures supplémentaires proposées par l’évaluation environnementale » (RP 1.2 p.689 § 2.4.8a). Ce caractère additionnel, quasiment a posteriori, pose question dans la mesure où l’évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit guider la rédaction du PLUi et toutes les mesures ERC ont vocation à être traduites dans le PLUi (règlement graphique, écrit, les OAP, etc).

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d’ouvrage reconnaît la formulation maladroite des « mesures supplémentaires proposées par l’évaluation environnementale » et le manque de clarté quant à l’exposition du travail itératif conduit dans le dossier d’arrêt. Le paragraphe « Mesures d’évitement, de réduction et de compensation » sera modifié afin de proposer en particulier une description claire des mesures d’évitement, dont le reclassement de certaines zones U en A ou N ainsi que l’abandon de certains secteurs de projets initialement envisagés pour des motifs environnementaux.

Un travail supplémentaire sera conduit pour traduire les mesures Eviter, Réduire, compenser (ERC) de façon opérationnelle dans les différentes pièces (règlements, OAP, etc) dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Mettre à la disposition du public sur Internet un outil intégré d'accès facile permettant de visualiser et d'identifier les règles et orientations à l'échelle parcellaire</i>	Le temps disponible entre la publication de l'avis de la MRAe et le démarrage de l'enquête publique n'est pas compatible avec l'élaboration d'un outil tel que demandé. Toutefois, Grand Annecy travaille à l'élaboration d'un outil cartographique qui sera mis à disposition du grand public pour l'entrée en vigueur. Enfin, la publication sur le géoportail de l'urbanisme permettra également de faciliter l'appropriation du PLUi HMB.
<i>Rendre plus accessible le résumé non technique de l'évaluation environnementale</i>	Le résumé non technique est une pièce à part entière du rapport de présentation inscrite comme telle à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme encadrant le contenu au titre de l'évaluation environnementale. Un effort supplémentaire de synthèse et de vulgarisation des concepts abordés dans le résumé non technique sera fait lors de la constitution du rapport de présentation inclus au dossier d'approbation.
<i>Clarifier la hiérarchisation des enjeux environnementaux</i>	La catégorie « majeur » sera ajoutée à la description de la méthodologie employée pour la hiérarchisation des enjeux ; la catégorie « structurante » sera supprimée et remplacée par « majeur » pour les éléments auxquels elle se rapportait initialement dans le dossier d'arrêt.
<i>Compléter le RP par un tableau des superficies des sous-zonages du règlement graphique indicé A facilement accessible et commenté</i>	Se reporter à la réponse faite à la remarque afférente.
<i>Compléter l'évaluation environnementale et décrire la démarche ERC pour tous les secteurs d'aménagement</i>	Pour l'approbation, en cohérence avec la réponse globale sur la refonte de l'analyse des incidences proposée dans les paragraphes précédents, les <u>zones revêtant une importance particulière pour l'environnement</u> feront l'objet de compléments d'analyse, dont la production de tableaux analytiques synthétiques par secteur et/ou sous-groupes reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones jugées à enjeux (SSEI) et/ou spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale dans son avis.
<i>Préciser la traduction qui est faite dans le PLUi des « mesures supplémentaires proposées par l'évaluation environnementale »</i>	Les pièces du PLUi HMB seront complétées et précisées pour l'approbation afin de traduire les mesures ERC de façon opérationnelle dans les différentes pièces (règlements, OAP, etc) dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Articulation du projet de PLUi avec les plans et programmes d'ordre supérieur

2.1.1 OBSERVATIONS RELATIVES A CERTAINS DOCUMENTS SUPERIEURS

Extrait de l'avis

Dans la mesure où le projet de Scot a été arrêté le 2 octobre 2024, avant que soit arrêté le projet de PLUi (le 19 décembre 2024), le dossier aurait dû être complété pour analyser l'articulation du PLUi 2025-2040 avec le Scot 2025-2045, d'autant plus que le Scot est « intégrateur » au sens où il a vocation à intégrer plusieurs plans et programmes.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le PLUi HMB a été élaboré en prenant en compte le ScoT actuellement en vigueur et le ScoT en cours de révision. Le document sera complété en conséquence pour expliquer cette prise en compte.

A noter que d'ici l'approbation du PLUi HMB, le Scot devrait être approuvé.

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [l'articulation du dossier] empêche d'en vérifier la traduction concrète pour plusieurs éléments du projet de charte PNR, notamment les trames de la charte relatives aux pelouses sèches calcicoles, prairies de basse altitude et zones humides.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse de l'articulation a été réalisée à partir de la charte en vigueur lors de l'établissement du dossier d'arrêt compte-tenu du déroulé conjoint de la révision de la charte et de l'élaboration du PLUi.

La charte du PNR des Bauges étant en cours d'évolution, un travail supplémentaire de vérification de la bonne prise en compte des éléments entérinés par cette dernière dans les différentes pièces du PLUi, et en particulier des trames pelouses sèches calcicoles, prairies de basse altitude et zones humides, sera mené lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [...] le tableau [listant de part et d'autre les mesures du projet de charte 2023-2038 et le projet de PLUi] mentionne par exemple une protection « de la majorité » des zones humides dans le règlement, sans justifier l'exclusion de certaines zones humides ni les localiser (RP 1.2 p.55 par.2.2.2)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage reconnaît la formulation maladroite quant à la protection de la « majorité des zones humides ». L'ensemble des zones humides est effectivement concerné par la mise en œuvre d'une trame spécifique en application de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme qui confère une protection stricte de ces espaces d'intérêt.

Certaines zones humides ont cependant fait l'objet d'investigations spécifiques par les services de l'Etat, le Syndicat Mixte du Lac d'Annecy (SILA) ou le Syndicat Mixte Interdépartemental d'Aménagement du Chéran (SMIAC) qui ont conclu à la destruction de certaines surfaces initialement référencées à l'inventaire départemental des zones humides. Ces éléments techniques ont par ailleurs été validés par le CEREMA dans le cadre de l'étude préliminaire pour la délimitation de l'espace de bon fonctionnement des zones humides du territoire.

La maîtrise d'ouvrage ajoute par ailleurs que les zones humides avérées depuis la dernière actualisation de l'inventaire départemental survenue en novembre 2024 sur son territoire seront prises en compte lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [l'articulation du dossier] empêche d'en vérifier la traduction concrète pour plusieurs éléments du projet de charte PNR, notamment les cœurs de nature identifiés au plan du PNR, le dossier n'établissant pas que ces sites soient classés en zone naturelle à protéger pour des raisons écologiques indicées Ns du règlement graphique A, en réservoir de biodiversité de type boisements, haies, arbres, bosquets et ripisylves du règlement graphique F (4.1 règlement écrit chap.3 p.32 par.3) et trame « réservoir de biodiversité » (dans la pièce 3.4 OAP bioclimatique, atlas cartographique)

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [l'articulation du dossier] empêche d'en vérifier la traduction concrète pour plusieurs éléments du projet de charte PNR, notamment la préservation des espaces agricoles et naturels stratégiques de l'urbanisation identifiés au plan du PNR.

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [l'articulation du dossier] empêche d'en vérifier la traduction concrète pour plusieurs éléments du projet de charte PNR, notamment [pour] l'inventaire du patrimoine bâti, les objectifs de qualité du paysage, etc.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse de l'articulation a été réalisée à partir de la charte en vigueur lors de l'établissement du dossier d'arrêt compte-tenu du déroulé conjoint de la révision de la charte et de l'élaboration du PLUi.

La charte du PNR des Bauges étant approuvée depuis avril 2025, un travail supplémentaire de vérification de la bonne prise en compte des éléments entérinés par cette dernière dans les différentes pièces du PLUi, et en particulier les éléments pointés par la remarque de l'Autorité environnementale, sera mené lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges,[...] le dossier ne comprend pas d'évaluation environnementale de chacune des 31 zones naturelles dédiées aux activités (avec un indice touristique Nt, matériaux Nr, équipements publics Neq, photovoltaïque Npv, etc) et des 36 stecal en zones A et N.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

En cohérence avec la réponse globale sur la refonte de l'analyse des incidences proposée dans les paragraphes précédents, les zones naturelles dédiées aux activités et les Stecal en zones A et N (recoupant en partie les zonages indicés mentionnés précédemment) feront l'objet de compléments d'analyse. Ils comprendront notamment la production de tableaux analytiques synthétiques par sous-zonage (Nt1, Neq, etc) reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale (Nt18 luge sur rails du Semnoz, Nt1, etc).


A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse de ces zones revêtant une importance particulière pour l'environnement se rapportera à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l'avis

S'agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [l'articulation du dossier] empêche d'en vérifier la traduction concrète pour plusieurs éléments du projet de charte PNR, notamment [pour] le soutien à l'activité pastorale ; le PLUi classe certains espaces pastoraux non pas en zone agricole d'alpage indiquée Aalp, mais en zone naturelle touristique indiquée Nt, sans établir l'absence d'incidence de ce zonage sur la fonctionnalité de ces espaces.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les espaces pastoraux auxquels il est fait référence quant à la présence de secteurs classés en zone naturelle touristique indiquée Nt concernent la montagne du Semnoz. Il s'agit de 5 Stecal grevant un ensemble zoné Aalp d'environ 53 ha.

Zonage indicé		Surface (ha)	
Nt16	Semnoz (projet Courant d'Ere)	0,86	
Nt17	Semnoz (domaine nordique)	1,78	
Nt18	Semnoz (luge toutes saisons)	0,76	
Nt19	Semnoz (domaine alpin)	2,22	
Tot		5,63 ha	

Les zones Nt19 (domaine alpin) se situent toutes deux sur des secteurs artificialisés (front de neige versant Annecy, parking versant Bauges) qui sont par ailleurs exclus de la déclaration des exploitants agricoles à la PAC. Le reste des Stecal visé fera l'objet d'une analyse des incidences approfondies selon la logique suivante, par ailleurs détaillée dans plusieurs autres paragraphes de ce mémoire en réponse.

Nt16	UTN n°2 Courant d'Ere	Analyse des incidences type « projet » cf paragraphe UTN
Nt17	Domaine nordique	Restitution d'analyse par tableau synthétique multi-composante <u>cf</u> paragraphe « Zones indicées N »
Nt18	Luge 4 saisons	Restitution d'analyse par tableau synthétique multi-composante <u>Cf</u> paragraphe dédié

Extrait de l’avis

S’agissant de la charte du PNR du Massif des Bauges, [l’articulation du dossier] empêche d’en vérifier la traduction concrète pour plusieurs éléments du projet de charte PNR, notamment [pour] la trame carrière, voir les observations déjà formulées par la MRAe le 17 janvier 2025 sur l’articulation entre la charte du PNR, le schéma régional des carrières et le Scot (par. 2.2.1)

- Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d’ouvrage souhaite rappeler qu’une analyse de l’articulation du PLUi-HMB avec le Schéma Régional des Carrières (SRC) est déjà réalisée dans le cadre du dossier d’arrêt (RP 1.2 par.2.2.6) et que l’avis du 17 janvier 2025 mentionné est paru après saisine de l’Autorité environnementale pour le PLUi le 20 décembre 2024. Une lecture attentive des observations formulées par la MRAe dans cet avis sera néanmoins menée dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait conclusif de l’avis

L’Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l’avis	Réponse apportée par la maîtrise d’ouvrage
<i>Compléter le rapport de présentation par une analyse de l’articulation du projet de PLUi 2025-2040 avec le projet de Scot du bassin annécien 2025-2045</i>	Une analyse synthétique similaire à celle menée dans le dossier d’arrêt a été réalisée avec le Scot en cours de révision. Le dossier de PLUi HMB devra néanmoins être complété pour justifier de cette compatibilité.
<i>Compléter le rapport de présentation par une analyse de l’articulation du projet de PLUi 2025-2040 avec le projet de charte du PNR</i>	L’analyse de l’articulation entre la charte du PNR des Bauges et le PLUi sera complétée à la lumière des éléments inscrits dans la nouvelle charte approuvée en avril 2025.
<i>Expliciter en quoi le PLUi contribue à l’atteinte des objectifs du Scot du bassin annécien</i>	Les précisions seront apportées à l’issue de l’analyse de l’articulation avec le Scot en cours de révision lors de la constitution du dossier d’approbation.
<i>Expliciter en quoi le PLUi contribue à l’atteinte des objectifs du Scot et du projet de charte du PNR des Bauges</i>	Les précisions seront apportées à l’issue de l’analyse complémentaire quant à la traduction effective des éléments de la charte approuvée et du Scot en cours de révision lors de la constitution du dossier d’approbation.

2.1.2 LOI MONTAGNE

Extrait de l’avis

Le PLUi prévoit deux projets d’unités touristiques nouvelles (UTN) locales pour lesquels l’évaluation environnementale au stade du PLUi doit être aussi précise que celle d’une étude d’impact, ce qui n’est pas le cas en l’espèce.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d’ouvrage rappelle que la réglementation actuelle n’est pas prescriptive sur la précision de l’évaluation environnementale attendue dans le cadre d’une Unité Touristique Nouvelle locale inscrite dans un PLUi. En tout état de cause :

- Le champ d’application est celui porté par le Code de l’Urbanisme, et en particulier par l’article R.104-19 précisant que « le rapport de présentation, ou le rapport environnemental mentionné à l’article R.104-18, est proportionné à l’importance du document d’urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu’aux enjeux environnementaux de la zone considérée »
- Les projets d’UTN ne sont pas suffisamment mûrs dans leur forme actuelle pour faire l’objet d’une évaluation environnementale de type projet
- L’UTN n°1 Maison du plateau des Glières a fait l’objet d’une saisine de l’Autorité environnementale au titre de la procédure d’examen au cas par cas en application de l’article R.122-2 du Code de l’Environnement en 2024 qui a conclu à la non nécessité de réaliser une d’évaluation environnementale (décision n°2024-ARA-KKP-05028)

L’Autorité environnementale fait par ailleurs mention, dans sa note de bas de page, à la réponse ministérielle n°39759 qui fait référence à des UTN structurantes portées par un Scot et non à des UTN locales portées par un PLUi.

Le niveau d’impact est par ailleurs sans commune mesure, l’avis faisant référence au Scot du Pays de Maurienne couvrant environ 200 000 ha d’espaces naturels et comportant 10 UTN impliquant la création de 150 km de pistes de ski et 22 800 lits touristiques. A titre comparatif, le PLUi du Grand Annecy comprend 53 900 ha d’espaces naturels et comporte 2 UTN locales prévoyant la réhabilitation de bâtiments existants dans une optique de diversification du tourisme « quatre saisons ».

Au vu des éléments de contexte, la maîtrise d’ouvrage propose la réalisation d’une analyse des incidences conforme à l’état d’avancement actuel des projets d’UTN, dont le niveau de précision pourrait s’approcher des productions usuellement réalisées dans le cadre d’une demande d’examen au cas par cas au titre de l’article R.122-2 du Code de l’Environnement. Les éléments pertinents faisant l’objet de demandes spécifiques de l’Autorité environnementale détaillées dans les paragraphes 2.2.2.1 et 2.2.2.2 seront en particulier restitués. Un passage naturaliste complémentaire est également prévu sur les secteurs concernés au printemps 2025 pour alimenter l’analyse. En effet, ces dossiers ont fait l’objet d’un avis CDNPS après l’arrêt du projet, lequel cible des points à approfondir (avis versé au dossier d’enquête publique).

Extrait de l’avis

Le dossier ajoute que les Stecal constituent des « secteurs susceptibles d’être impactés (SSEI) bruts » à l’exception des secteurs Nt3 et Nt11 sans expliquer pourquoi (RP 1.2 p.117 par.2.4.2)

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le secteur Nt3 ne permet aucune construction, travaux, extension ou annexe. Ils visent à conserver l’activité existante dans les bâtiments ainsi repérés et à permettre les travaux d’entretien, sans extension.

Le secteur Nt11 permet, quant à lui, des extensions limitées. Des justifications complémentaires seront apportées pour l’approbation.

Extrait de l'avis

Seulement 4 opérations sur 25 [opérations de développement touristique effectuées en zone de montagne] font l'objet d'un zoom pour analyser leurs incidences environnementales (3 secteurs Nt1 et le secteur Nt5, RP 1.2 p.657, 675, 684)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse des incidences potentielles des secteurs liés aux opérations de développement touristique en zone de montagne sera complétée par l'ajout d'un tableau spécifique à chaque sous-secteur indicé (Nt1 à Nt19) reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R151-3 du Code de l'Urbanisme : biodiversité, sols, eaux, air, bruit, climat, patrimoine culturel architectural, paysages. Certains secteurs, notamment ceux identifiés SSEI, feront l'objet d'un passage naturaliste complémentaire au printemps 2025 pour fiabiliser l'analyse.

A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse de ces zones revêtant une importance particulière pour l'environnement se rapportera à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

2.1.2.a UTN N°1 La maison du Plateau des Glières (entrée ouest), commune nouvelle de Fillière

Extrait de l'avis

L'Autorité environnementale considère que les enjeux environnementaux principaux de cette UTN sont l'eau, la biodiversité et les milieux naturels, et le paysage, pour lesquelles l'évaluation environnementale (analyse de l'état initial de l'environnement, des incidences, mesures ERC et de suivi) est, soit inexistante (eau), soit caractérisée par des inexactitudes, omissions ou insuffisances.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse des incidences environnementales des UTN est réalisée de manière directe dans le dossier éponyme, et de manière indirecte à travers les Stecal associés dans le rapport de présentation.

Dans un souci de simplification, et en cohérence avec la réponse apportée à l'observation globale quant au niveau de précision de l'évaluation environnementale des UTN locales portées par le PLUi, la maîtrise d'ouvrage propose la réalisation d'une analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1. Le niveau de précision pourrait s'approcher des productions usuellement réalisées dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas au titre de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement.

L'analyse s'attachera en particulier à répondre aux demandes spécifiques détaillées dans ce paragraphe, sous réserve que les éléments projet s'y rapportant soient disponibles à date. A noter que ces dossiers ont fait l'objet d'un avis CDNPS après l'arrêt du projet, lequel cible des points à approfondir.

Extrait de l'avis

Alors que le tènement du projet est évalué à 1 620 m² soit 0,16ha l'OAP sectorielle n°16 dédiée à cette UTN mentionne une superficie de 1,76 ha (RP 1.5, p.65 par.2.2.3g, p.68 par.2.2.4c) et le Stecal Nt2 mentionne 1,73 ha (RP 1.2 p.657, 676)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La surface réelle liée à l'opération est de 0,16 ha. Les mentions erronées seront rectifiées lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Alors que l'offre de service présentée ne comprend pas la restauration, le règlement écrit autorise sous condition la destination de restauration (RP 1.5, P.67 par.2.2.4b, règlement 4.1, chap.7.1, p.92

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La mention « ASC » liée au secteur Nt2 du règlement écrit sera supprimée.

Extrait de l'avis

Enfin, bien que la présentation de l'UTN mentionne une surface de plancher maximale autorisée de 1 550 m², le règlement écrit prévoit 1 100 m² (RP 1.5, p.67, par.2.2.4b, règlement 4.1, chap.7.1 p.93)

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les chiffres seront harmonisés dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, [le dossier] ne qualifie pas l'enjeu et ne comprend aucune analyse des incidences environnementales.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La composante « eaux » est l'une des modalités d'étude approfondie prévues dans le cadre de l'analyse des incidences conforme à l'état actuel du projet d'UTN n°1 menée ultérieurement pour la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, [le dossier ne précise pas] si des besoins sont nécessaires pour l'enneigement éventuel du site dédié au ski nordique.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le plateau des Glières ne dispose pas de dispositif pour assurer l'enneigement actuellement. Le projet d'UTN ne prévoit pas non plus d'installations de ce type.

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, le dossier n'établit pas la disponibilité de la ressource par rapport à l'augmentation de la consommation en eau consécutive au projet ; il se fonde sur des données qui datent de plus de 10 ans (2013) qui ne rendent pas compte de la pression actuelle et tendancielle sur la ressource en eau (prélèvements d'eaux brutes et d'eau potable sur la dernière décennie) et qui n'intègrent pas les effets du changement climatique.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'alimentation en eau du plateau des Glières s'effectue via 3 ressources situées sur place dont une mobilisée uniquement pour l'alimentation des troupeaux (eaux brutes). Les annexes sanitaires du PLUi indiquent que l'adéquation besoins/ressources est assurée sur le secteur, avec un excédent de 34 m³/j en pointe à échéance 2050. Un bilan besoins/ressources plus détaillé sera présenté dans l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, contrairement à ce qui pouvait être annoncé il y a dix ans dans le docob des sites Natura 2000, la distribution en eau potable a été interrompue à deux reprises lors des périodes estivales de 2022 et 2023 qui ont été caractérisées par un déficit en eau potable nécessitant un approvisionnement par camion-citerne, comme sur le plateau des Bornes situé à proximité.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

En effet, en 2018 et 2022, des rotations de camions citerne ont été nécessaires pour compléter le niveau du réservoir d'eau potable. Il s'agissait d'apports ponctuels. L'unique ressource en eau du plateau peut être très faible lors des étiages. Un local équipé d'un pompage "fixe" (local "col") permet de faciliter le remplissage du réservoir par camions directement à partir de la route du plateau, été comme hiver.

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, le projet prévoit un dispositif de récupération des eaux pluviales pour l'alimentation des chasses d'eau des sanitaires mais le dossier n'analyse pas les effets de cette récupération des eaux pluviales sur l'alimentation de la zone humide située en aval du projet.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La gestion et le traitement des eaux pluviales sont une obligation réglementaire imposée par le schéma général d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales et retranscrite dans les documents d'urbanisme pour réduire les risques liés au ruissellement. Compte-tenu des éléments projet disponibles à date, l'effet de la récupération des eaux pluviales sur l'alimentation de la zone humide située en aval du projet est jugé minime pour les raisons suivantes :

- Les eaux collectées proviennent d'une petite surface (environ 1000 m² de toiture) par rapport au bassin d'alimentation de la zone humide concernée (0,180 km²)
- Les volumes captés non réutilisés pour l'alimentation des chasses d'eau seront redirigés vers le milieu naturel, possiblement vers la zone humide selon la conclusion des études techniques nécessaires en phase projet
- Un procédé similaire est déjà mobilisé au sein de l'Auberge des Glières située à proximité immédiate de la Maison du Plateau depuis quelques années, sans qu'aucun effet ne soit visible sur la zone humide située en aval

L'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 menée dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation comprendra un détail spécifique à cette question.

Extrait de l'avis

S'agissant de la STEU, le dossier doit être complété pour établir l'existence d'une capacité résiduelle suffisante, en précisant la charge maximale en entrée (135 EH en 2023)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le dossier UTN prévoit une base de dimensionnement maximaliste de l'ordre de 93 EH en l'état actuel d'avancement du projet. La station d'épuration du plateau des Glières est dimensionnée pour 350 EH ; compte-tenu de la charge maximale en entrée constatée (135 EH) et du dimensionnement réalisé dans le cadre du dossier UTN, la capacité résiduelle s'élève à 122 EH, soit une marge confortable en cas d'écart à l'estimation constatée. L'information figurera dans le dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, [...] la carte des sensibilités écologiques dans le fascicule évaluation environnementale n'est pas lisible (RP 1.2 p.383)

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La carte sera reprise pour assurer la lisibilité dans le dossier d'approbation, y compris lors de la transformation du document vers un format pdf.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, les éléments doivent être rectifiés et harmonisés en prenant en compte que l'OAP est intégralement située dans le site Natura 2000.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les corrections seront apportées dans le dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier conclut à une absence d'incidences significatives sur le site Natura 2000 « sous condition du respect des mesures ERC proposées » (période de travaux, etc) lesquelles ne sont pas traduites dans le règlement écrit, ni dans l'OAP sectorielle (RP 1.2, p.657-658, 676)

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse des incidences Natura 2000 sera intégralement reprise lors de la constitution du dossier d'approbation, notamment pour exposer plus clairement et point par point les éléments mentionnés à l'article R.414-23 du Code de l'Environnement qui s'applique. Les mesures issues de l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser et leur traduction opérationnelle dans les différentes pièces du PLUi seront également reprises et clarifiées dans ce cadre.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier doit être complété pour préciser que l'OAP est également située en amont et à proximité immédiate de la zone humide « Plateau des Glières » référencée à l'inventaire départemental des zones humides (n°74ASTERS3052) et en amont du ruisseau du Paccot, et pour analyser les incidences du projet, en phase travaux et en fonctionnement, sur la zone humide et le cours d'eau situés en aval.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 s'attachera en particulier à étudier l'incidence du projet sur la zone humide et le cours d'eau susmentionnés, dans la limite du respect du principe de proportionnalité aux enjeux notamment au regard des éléments de précision apportés quant à la récupération des eaux pluviales et de l'implantation des constructions en zone anthropisée.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, l'Autorité environnementale relève que le dossier ne mentionne aucun diagnostic écologique dans un périmètre d'étude englobant le terrain d'assiette du projet alors que le projet se situe au sein de sites naturels remarquables pouvant abriter des espèces végétales et animales protégées.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Des prospections naturalistes complémentaires, s'attachant notamment à caractériser les habitats naturels ainsi que la faune présente par observations opportunistes, sont prévues au printemps 2025 dans le cadre de l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 et de la

refonte de l’analyse des incidences Natura 2000. Les résultats permettront, entre autres, de déterminer s’il existe des habitats et/ou des espèces d’intérêt communautaire sur l’emprise de l’UTN. La maîtrise d’ouvrage rappelle cependant en préambule que le projet lié à l’UTN n°1 est situé en très grande partie sur des terrains déjà anthropisés.

Extrait de l’avis

S’agissant de la biodiversité et des milieux naturels, l’Autorité environnementale relève que le dossier n’est pas conclusif sur, soit l’absence d’espèce protégée, soit, lorsqu’une autorisation dérogatoire de destruction d’individus d’espèce protégée doit être obtenue, la réunion des conditions cumulatives requises, notamment une « raison impérieuse d’intérêt public majeur »

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

L’obtention d’une dérogation « espèces protégées » telle qu’entendue par l’article L.411-2 du Code de l’Environnement est applicable à la réalisation de certains projets et non de plans, a fortiori de documents d’urbanisme dont le contenu est régi par le Code de l’Urbanisme hors mentions directes au Code de l’Environnement pour l’évaluation des incidences Natura 2000.

L’avis contentieux du 9 décembre 2022 n°463563 mentionné par l’Autorité environnementale dans sa note de bas de page n°22 fait d’ailleurs directement référence à cette notion de projet.

NB/L’article 25 de loi DDADDUE du 30 avril 2025 qui traite de la même question reprend et entérine cette notion d’applicabilité à des projets et non des plans et programmes.

Extrait de l’avis

S’agissant de la biodiversité et des milieux naturels, l’Autorité environnementale relève que le dossier n’établit pas que le projet d’UTN garantit un équilibre ressources/besoins en eau et ne conclut pas de façon argumentée à l’absence d’effet significatif sur le site Natura 2000 selon la méthodologie d’évaluation des incidences sur les sites Natura 2000.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

L’analyse des incidences Natura 2000 sera intégralement reprise dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation, notamment pour exposer plus clairement et point par point les éléments mentionnés à l’article R.414-23 du Code de l’Environnement qui s’applique.

L’alimentation en eau du plateau des Glières s’effectue via 3 ressources situées sur place dont une mobilisée uniquement pour l’alimentation des troupeaux (eaux brutes). Les annexes sanitaires du PLUi indiquent que l’adéquation besoins/ressources est assurée sur le secteur, avec un excédent de 34 m3/j en pointe à échéance 2050. Un bilan besoins/ressources plus détaillé sera présenté dans l’analyse des incidences conforme à l’état d’avancement actuel du projet d’UTN n°1 dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

S’agissant du paysage, le dossier [...] doit être complété avec des vues éloignées.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le projet n’est pas suffisamment avancé pour permettre la production de vue éloignée. Néanmoins, une étude de co visibilité a été menée dans le cadre du dossier soumis à la CDNPS, étude déjà intégrée dans le dossier de PLUi HMB (dans le rapport de présentation).

Extrait de l’avis

S’agissant du paysage, [le dossier] doit être complété pour lister [les] mesures [d’insertion du projet dans le paysage directement intégrés dans le projet (p.59)] et préciser la traduction qui en est faite dans le règlement écrit, l’OAP sectorielle et/ou l’OAP thématique « paysage »

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Les mesures d’intégration directe, rappelées ci-dessous, sont listées dans le dossier UTN sur la page indiquée par l’Autorité environnementale :

- Conception des lignes et volumes des constructions de manière à s’intégrer en partie dans le terrain pour minimiser l’impact visuel
- Une majorité de surface enterrées pour se fondre dans le cadre naturel du Plateau
- Recours à des silhouettes proches de constructions traditionnelles locales, et notamment du bâtiment de la Métralière existant sur site
- Maintien de l’ensemble construit selon une forme urbaine traditionnelle groupée propre aux alpages

Elles seront indiquées clairement dans la section dédiée aux mesures Eviter-Réduire-Compenser du rapport de présentation inclus au dossier d’approbation. Leur traduction opérationnelle dans les autres pièces (OAP, règlements) sera étudiée de façon plus approfondie dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Quantifier les prélèvements d'eau (brute et potable) sur le plateau des Glières sur la dernière décennie ; analyser les perspectives d'évolution de la ressource en intégrant les effets du changement climatique</i>	Un bilan besoin/ressource spécifique, s'appuyant notamment sur les conclusions des annexes sanitaires et/ou du schéma directeur d'alimentation en eau potable (SDAEP) ainsi que des connaissances de la direction Eau du Grand Annecy sera proposé dans le cadre de l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Analyser les incidences du projet d'UTN sur l'équilibre ressources/besoins en eau, en prenant en compte l'ensemble des prélèvements d'eau</i>	Les compléments d'étude demandés seront effectués dans les limites de l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 lors de la constitution du dossier d'approbation ainsi que dans le respect du principe de proportionnalité aux enjeux réels, notamment concernant la récupération des eaux de toiture (cf réponse en première intention à la remarque dédiée)
<i>Analyser le fonctionnement hydraulique et écologique de la zone humide située en aval du projet et établir que le projet d'UTN ne l'impacte pas au regard en particulier de la récupération des eaux pluviales projetée</i>	L'analyse des incidences Natura 2000 présente dans le dossier d'arrêt conclut à une absence d'incidences sur le site « Les Frettes – Massif des Glières ». La reprise de l'analyse prévue dans le cadre du dossier d'approbation a vocation à exposer plus clairement les éléments exigibles inscrits à l'article R.414-23 du Code de l'Environnement qui s'applique ; des prospections naturalistes complémentaires s'attachant notamment à la détection d'éventuels habitats naturels et/ou d'espèces d'intérêt communautaire seront réalisées, bien que les zones constructibles de l'UTN soient intégralement situées sur des secteurs déjà anthropisés.
<i>Etablir que le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative les sites Natura 2000</i>	La demande de dérogation « espèces protégées » telle qu'entendue par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement ne s'applique que pour certains projets et non pour un document d'urbanisme dont la réalisation est encadrée par le Code de l'Urbanisme (hors incidences Natura 2000).
<i>Conclure sur, soit l'absence d'espèce protégée, soit, lorsqu'une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèces protégée doit être obtenue, la réunion des conditions cumulatives requises</i>	L'UTN n°1 correspond au projet de démolition/extension de la Maison du Plateau porté par le Département et ne constitue pas à ce titre un projet de modification du site dédié au ski nordique. Les modifications prévues dans ce cadre n'ont pas vocation à implanter des ouvrages et/ou équipements destinés à enneiger artificiellement le site, dont il est par ailleurs exempté actuellement. L'analyse des impacts cumulés sera portée par l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 lors de la constitution du dossier d'approbation dans la limite du principe de proportionnalité aux enjeux.
<i>Analyser les impacts cumulés avec d'autres projets, préciser si le site dédié au ski nordique fait ou doit faire l'objet d'un enneigement artificiel et, le cas échéant, quantifier les besoins présents et à venir</i>	

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Compléter l'analyse des incidences du projet d'UTN sur le paysage</i>	Les compléments demandés seront apportés dans la limite des éléments projets disponibles à date, le projet d'UTN n°1 n'étant pas encore complètement mûr à ce stade.
<i>Expliquer le choix retenu au regard des solutions de substitution raisonnables</i>	Compte-tenu du caractère contraint de la zone de projet, notamment en termes de zonages écologiques et de perspectives paysagères, le projet d'UTN dans sa forme actuelle constitue la seule solution envisageable dans ses grandes lignes.
<i>Définir les mesures pour éviter, réduire, compenser les incidences, et leurs mesures de suivi.</i>	Les mesures issues de l'application Eviter-Réduire-Compenser dans le cadre de l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°1 lors de la constitution du dossier d'approbation seront exposées clairement dans le rapport de présentation (section mesures) ainsi que leur traduction opérationnelle dans les autres pièces constitutives du PLUi, réalisée en concertation étroite avec l'urbaniste pour garantir leur applicabilité effective.

2.1.2.b UTN N°2 Courant d'Ere, Semnoz, commune de Leschaux

Extrait de l'avis

Le dossier énonce que le Semnoz est une « montagne bénéficiant encore d'un très bon enneigement pour son altitude, en années favorables » (RP 1.5 p.50), ceci doit être établi avec des données (Climsnow ou autre)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le projet porté par l'UTN n°2 s'inscrit dans une démarche globale de diversification des activités 4 saisons et ne prévoit en particulier aucun aménagement dédié à la pratique de sports d'hiver (ski alpin, ski nordique). La réalisation d'une étude approfondie des conditions d'enneigement type Climsnow apparaît ainsi disproportionnée dans ce contexte au regard du coût temporel et financier de ce type d'étude.

Extrait de l'avis

Le dossier indique que le projet d'UTN « cible » un bâtiment à énergie positive avec toiture photovoltaïque (p.95) toutefois aucune traduction n'en est donnée dans le règlement écrit ou l'OAP sectorielle.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le projet ne prévoit pas l'implantation d'un bâtiment à énergie positive avec toiture photovoltaïque dans le cadre de l'UTN n°2, il s'agit d'une erreur qui sera rectifiée lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

L'Autorité environnementale considère que les enjeux environnementaux principaux de cette UTN sont l'eau, la biodiversité et les milieux naturels, le paysage, pour lesquelles l'évaluation environnementale est insuffisante.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

En cohérence avec la réponse apportée à l'observation globale quant au niveau de précision de l'évaluation environnementale des UTN locales portées par le PLUi, la maîtrise d'ouvrage propose la réalisation d'une analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°2. Le

niveau de précision pourrait s'approcher des productions usuellement réalisées dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas au titre de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement.

L'analyse s'attachera en particulier à répondre aux demandes spécifiques détaillées dans ce paragraphe, sous réserve que les éléments projet s'y rapportant soient disponibles à date. A noter que ces dossiers ont fait l'objet d'un avis CDNPS après l'arrêt du projet, lequel cible des points à approfondir.

Extrait de l'avis

Alors que la salle hors-sac et le restaurant sont présentés avec une capacité respective de 100 personnes et 150 couverts, le dossier mentionne une capacité d'accueil globale de seulement 160 personnes (p.83)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le projet prévoit un restaurant d'environ 150 couverts (40-50 places intérieures, et 90-100 places en terrasse).

De plus, la salle hors-sac modulable de 120 m², dispose d'une capacité totale de 100 personnes, pouvant accueillir les visiteurs pour leurs repas mais aussi des ateliers pédagogiques pour les scolaires, des formations du club d'astronomie, des réunions.

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, [le dossier] doit être complété pour établir [que l'UTN ne va pas induire un besoin supplémentaire en eau potable (p.95)] et préciser la capacité d'accueil présente et à venir du bâtiment (nombre de couverts du restaurant, etc) et quantifier en conséquence le besoin en eau et assainissement.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les ressources naturelles existantes au sommet du Semnoz étant très insuffisantes en quantité et qualité en toutes saisons, l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône Alpes a demandé l'engagement de travaux pour une mise en conformité sans recours à la livraison d'eau par camion et/ou consommables auprès des constructions sommitales : chalet d'alpage du Villard, Grand Chalet, Courant d'Ere, restaurant Les Rochers Blancs et la station (alpin, nordique).

A l'issue de l'étude technique engagée par le Grand Annecy, la solution retenue consiste à créer une interconnexion avec le réseau d'eau potable de la commune de Leschaux calibrée sur une demande en eau potable maximaliste de 77 m³/jour, correspondant aux pics de besoins hivernaux actuels pour les constructions sommitales.

Le projet de démolition/reconstruction du Courant d'Ere porté par l'UTN n°2, et en particulier les capacités d'accueil des activités envisagées, sera donc nécessairement pensé pour être compatible avec les volumes d'eau alloués déductions faites des consommations des autres constructions déjà existantes (station, chalets d'alpage, restaurant).

Extrait de l'avis

S'agissant de la ressource en eau, le dossier ne quantifie pas les effluents présents et futurs à traiter, ne localise pas le dispositif d'assainissement et n'analyse pas ses incidences par rapport au milieu naturel environnant, notamment les zones humides.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que, conformément aux indications faites dans le dossier UTN d'arrêt, seuls des principes d'aménagement étaient disponibles à date compte-tenu de la concomitance des calendriers du concours et de l'arrêt du PLUi. Le programme technique et fonctionnel étant disponible depuis le printemps 2025, l'analyse des incidences proposée dans le cadre du dossier d'approbation s'attachera à étudier la question à la lumière des éléments de projets existants, voire des premières esquisses des candidats le cas échéant.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier doit être complété pour analyser le fonctionnement hydraulique et écologique des zones humides n°74ASTERS1143 (que le dossier omet de présenter dans la carte des « sensibilités environnementales, figure 4) et 74ASTERS5696 référencées à l'inventaire départemental des zones humides, situées en aval du projet d'UTN [...] et analyser les incidences de l'UTN sur ces zones humides (assainissement, récupération des eaux pluviales, fréquentation touristique).

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite préciser que selon des données du SMIAC, la zone humide n°74ASTERS1143 n'existe pas.

Concernant la zone humide 74ASTERS5696, des investigations complémentaires seront réalisées d'ici l'approbation du document.

Elle rappelle également que, conformément aux indications faites dans le dossier UTN d'arrêt, seuls des principes d'aménagement étaient disponibles à date compte-tenu de la concomitance des calendriers du concours et de l'arrêt du PLUi. Le programme technique et fonctionnel étant disponible depuis le printemps 2025, l'analyse des incidences proposée dans le cadre du dossier d'approbation s'attachera à étudier la question à la lumière des éléments de projets existants, voire des premières esquisses des candidats le cas échéant, dans le respect du principe de proportionnalité aux enjeux.

Pour répondre à cette recommandation, des prospections naturalistes complémentaires sont prévues au printemps 2025 sur le secteur.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier indique que le parking sera « éventuellement déplacé » (RP 1.5 p.99 par.2.3.3h), sans localiser sur quel secteur, et avec quelles incidences environnementales.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que, conformément aux indications faites dans le dossier UTN d'arrêt, seuls des principes d'aménagement étaient disponibles à date compte-tenu de la concomitance des calendriers du concours et de l'arrêt du PLUi. Le programme technique et fonctionnel étant disponible depuis le printemps 2025, l'analyse des incidences proposée dans le cadre du dossier d'approbation s'attachera à étudier la question à la lumière des éléments de projets existants.

Compte-tenu du nombre de places de stationnement pressenti, le parking mentionné devrait par ailleurs faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas ultérieure auprès de l'Autorité environnementale au titre de la rubrique 41.a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités ou plus du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement.

Le secteur fait l'objet d'une OAP qui identifie le stationnement projeté sur la partie Sud, sur l'actuel parking existant.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, [le dossier] doit être complété pour établir que la fréquentation touristique induite par l'UTN n'a pas d'incidences sur les espaces pastoraux et la quiétude des troupeaux (p.80)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que, conformément aux indications faites dans le dossier UTN d'arrêt, seuls des principes d'aménagement étaient disponibles à date compte-tenu de la concomitance des calendriers du concours et de l'arrêt du PLUi. Le programme technique et fonctionnel étant disponible

depuis le printemps 2025, l'analyse des incidences proposée dans le cadre du dossier d'approbation s'attachera à étudier la question à la lumière des éléments de projets existants, voire des premières esquisses des candidats le cas échéant.

Extrait de l'avis

S'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, [le dossier] mentionne un centre d'observation astronomique, sans évaluer les incidences de la fréquentation nocturne sur la faune ; il doit être complété.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'activité d'observation astronomique est réalisée en intérieur et ne nécessite par ailleurs aucune source de lumière pour être pratiquée, bien au contraire. Le seul impact nocturne éventuel de cette activité pourrait être lié à la circulation automobile lors des trajets aller/retour pour relier le centre, quoique que le sujet soit déjà existant compte-tenu de la présence d'une aire de bivouac réservée aux véhicules motorisés accolée au Courant d'Ere.

Extrait de l'avis

S'agissant du paysage, le dossier conclut à une compatibilité avec l'objectif de préservation des paysages, sans l'établir, après avoir mentionné des mesures d'insertion du projet dans le paysage (p.93 par.2.3.3d), il doit être complété par des photo-montages en vues proches et éloignées pour apprécier l'incidence sur le paysage.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le projet n'est pas suffisamment avancé pour permettre la production de vues. Néanmoins, une étude de co visibilité a été menée dans le cadre du dossier soumis à la CDNPS, étude déjà intégrée dans le dossier de PLUi HMB (dans le rapport de présentation).

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Quantifier l'accueil du public présent et à venir dans le bâtiment concerné par l'UTN, établir que l'UTN ne va pas induire un besoin supplémentaire en eau potable</i>	Les compléments demandés seront apportés dans la limite des éléments projets disponibles à date, le projet d'UTN n°2 n'étant pas encore complètement mûr à ce stade. En tout état de cause, les activités envisagées sur le site du Courant d'Ere seront nécessairement pensées pour être compatibles avec les volumes d'eau alloués déductions faites des consommations des autres constructions déjà existantes en partie sommitale (station, chalets d'alpage, restaurant).
<i>Décrire le dispositif d'assainissement non collectif (quantité, localisation) et analyser ses incidences sur le milieu naturel notamment les zones humides limitrophes</i>	Les compléments demandés seront apportés dans la limite des éléments de projets disponibles à date, le projet d'UTN n°2 n'étant pas suffisamment avancé.
<i>Analyser le fonctionnement hydraulique et écologique des zones humides situées en aval du projet et établir que le projet d'UTN ne les impacte pas</i>	Les compléments d'étude demandés seront effectués dans les limites de l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°2 dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation ainsi que dans le respect du principe de proportionnalité aux enjeux réels.

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Compléter l'analyse des incidences du projet d'UTN sur le paysage et les espaces pastoraux, les incidences du déplacement du parking, les incidences d'une fréquentation touristique nocturne sur la biodiversité</i>	Les compléments demandés seront apportés dans la limite des éléments projets disponibles à date, le projet d'UTN n°2 n'étant pas suffisamment avancé.
<i>Analyser les impacts cumulés avec d'autres projets</i>	L'analyse des impacts cumulés sera portée par l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°2 lors de la constitution du dossier d'approbation dans la limite du principe de proportionnalité aux enjeux.
<i>Expliquer le choix retenu au regard des solutions de substitution raisonnables</i>	Le projet de reconstruction ne pourra s'établir que dans un périmètre linéaire restreint au niveau du chemin du Crêt de l'Aigle délimité par les parcelles cadastrales A554, A555, A24 (Leschaux) et B396 (Viuz). Compte-tenu du caractère contraint de la zone de projet, notamment en termes de perspectives paysagères et de disponibilités foncières, le projet d'UTN dans sa forme actuelle constitue la seule solution envisageable dans ses grandes lignes.
<i>Définir les mesures ERC et leurs mesures de suivi</i>	Les mesures issues de l'application Eviter-Réduire-Compenser dans le cadre de l'analyse des incidences conforme à l'état d'avancement actuel du projet d'UTN n°2 lors de la constitution du dossier d'approbation seront exposées clairement dans le rapport de présentation (section mesures) ainsi que leur traduction opérationnelle dans les autres pièces constitutives du PLUi, réalisée en concertation étroite avec l'urbaniste pour garantir leur applicabilité effective.

2.1.2.c Etudes pour construction en discontinuité de l'urbanisation existante

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], le dossier doit être complété pour préciser quelle est l'articulation de chacun de ces projets avec le « plan de gestion du Semnoz » qui est l'une des actions du contrat de territoire « espaces naturels sensibles » et comment chacun contribue à l'atteinte de ses objectifs.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Une analyse dédiée à la compatibilité avec le plan de gestion du Semnoz sous forme d'un tableau comparatif sera réalisée dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], le dossier indique que ce projet a fait l'objet d'une étude d'impact « démontrant des enjeux faibles pour les habitats, la faune et la flore » (RP 1.5 p.81). Celle-ci n'est pas jointe au dossier et n'a pas été soumise pour avis à l'Autorité environnementale.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le terme « étude d'impact » mentionné ne renvoie pas à l'appellation réglementaire relative à l'évaluation environnementale telle que définie par l'article R.122-2 du Code de l'Environnement nécessitant saisine de l'Autorité environnementale, mais au pré-diagnostic environnemental réalisé dans le cadre de la faisabilité du projet de luge d'été. Ces éléments ont été versés le PLUi HMB arrêté (RP 1.6 p.43 à p.51).

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], alors que le règlement écrit prévoit une « zone naturelle touristique d'aménagement du Semnoz liée à la luge toutes saisons » indiquée Nt18, cette zone est présentée par erreur dans le dossier comme Nt14 (RP 1.6 p.32, 41) laquelle correspond à la « zone naturelle touristique d'aménagement des abords du Chéran à Gruffy ».

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'erreur sera corrigée dans le dossier d'approbation. Le dossier a été présenté en CDNPS avant arrêt du projet et les numérotations ont pu évoluer, sans toutefois impacter le règlement associé à ce secteur.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], les dispositions applicables du règlement écrit pour ce Stecal citées dans le RP 1.6 ne correspondent ni à la zone Nt14, ni à la zone Nt18, ceci doit être clarifié.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Suite à l'avis défavorable de la CDNPS sur le projet, le règlement a évolué conformément aux remarques émises dans l'avis. Le rapport de présentation sera mis en cohérence avec les évolutions du règlement pour l'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], alors même que le Stecal Nt18 concerne deux secteurs d'une superficie totale de 7 635 m², soit 0,76 ha, il est présenté avec une superficie de 0,109 ha (RP 1.6 p.32, 42)

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le chiffre mentionné dans le RP 1.6 p.42 est le bon, soit 7 635 m².

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], au regard de la trame écologique, le dossier énonce que le secteur ne participe pas aux continuités écologiques « du fait de son caractère anthropisé », ceci est manifestement erroné car le circuit projeté est majoritairement situé dans un espace boisé, lequel est référencé comme espace perméable relais surfacique de la trame verte et bleue annexée au Sradet et comme « forêt présumée ancienne et/ou parmi les plus matures du Massif » dans la charte du PNR.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La mention sera revue dans le cadre de l'analyse des incidences potentielles du zonage Nt18 conduite selon les modalités exposées plus haut dans le présent mémoire (tableaux synthétiques multi-composantes). Des prospections naturalistes complémentaires seront réalisées au printemps 2025 sur le

secteur : elles s’attacheront en particulier à décrire la fonctionnalité des continuités écologiques du Stecal lié à la construction de la gare motrice.

Extrait de l’avis

[S’agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], le dossier indique par ailleurs que le secteur est concerné par des pâturages mésophiles et des pessières (épicéas), sans préciser du reste s’il s’agit d’habitats d’intérêt communautaire, ce qui semble être le cas.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Les prospections naturalistes complémentaires prévues au printemps 2025 permettront d’établir si les habitats naturels contactés sont des habitats d’intérêt communautaire.

Extrait de l’avis

[S’agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], le projet comprend un défrichement (4 m de largeur) dont la superficie n’est pas précisée.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

En l’état actuel du projet, sous réserve d’études complémentaires, le parcours projeté du projet de luge ne nécessiterait pas de défrichement. Par contre, la piste d’accès et à la gare en amont situées au Sud Est pourraient nécessiter un défrichement de l’ordre d’environ 1500 m². Au besoin, des études complémentaires pourraient venir préciser la surface exacte.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], la présence de plusieurs espèces protégées est relevée et le dossier conclut à un enjeu écologique « faible », sans justifier cette appréciation, avec des « préconisations » (période de travaux) qui ne sont pas traduites dans le règlement écrit (RP 1.6 p.57) ; le dossier doit être complété pour préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, et conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue, et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (inscrite au RP 1.6) doit démontrer la compatibilité de l'urbanisation en discontinuité prévue par le PLUi avec :

- Les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières
- La préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10
- La protection contre les risques naturels

La réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour l'étude de la composante « biodiversité » du territoire.

L'obtention d'une dérogation « espèces protégées » telle qu'entendue par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement est par ailleurs applicable à la réalisation de certains projets et non de plans, a fortiori de documents d'urbanisme dont le contenu est régi par le Code de l'Urbanisme hors mentions directes au Code de l'Environnement pour l'évaluation des incidences Natura 2000.

L'avis contentieux du 9 décembre 2022 n°463563 mentionné par l'Autorité environnementale dans sa note de bas de page n°22 fait d'ailleurs directement référence à cette notion de projet. L'article 25 de la loi DDADDUE du 30 avril 2025 qui traite de la même question reprend et entérine cette notion d'applicabilité à des projets et non des plans et programmes.

Compte-tenu de la nature du projet de luge, ce dernier fera par ailleurs l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], le dossier ne quantifie pas le flux touristique que vise le projet, ne précise pas les horaires d'ouverture prévisionnels et n'analyse pas la pollution sonore et lumineuse et ses incidences sur la faune.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.5), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie le Stecal Nt18, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Compte-tenu de la nature du projet de luge, ce dernier fera par ailleurs l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui traitera de ces éléments de façon plus précise.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], le dossier n'apporte aucune information sur le démantèlement des installations et la remise en état du site.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.5), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie le Stecal Nt18, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Compte-tenu de la nature du projet de luge, ce dernier fera par ailleurs l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui traitera de ces éléments de façon plus précise.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], il est situé au sein du périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable « Le Var » (RP 1.6 p.56). Le dossier indique qu'il est hors service et que le projet ne présente aucun risque de rejet de polluants dans les sols. Le dossier doit démontrer que le projet, en phase travaux et exploitation, ne présente pas de risques pour la qualité des eaux.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.5), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie le Stecal Nt18, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717). L'étude des incidences potentielles du zonage Nt18 s'attachera néanmoins à étudier la relation à l'ancien captage d'eau du Var (composante « Eaux » décrite par l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme).

Compte-tenu de la nature du projet de luge, ce dernier fera par ailleurs l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui traitera de ces éléments de façon plus précise.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], s'agissant de l'activité agricole, le dossier n'analyse pas les incidences de l'activité projetée, potentiellement bruyante, sur l'activité pastorale concernée par le circuit.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.5), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie le Stecal Nt18, doit se

rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Compte-tenu de la nature du projet de luge, ce dernier fera par ailleurs l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui traitera de ces éléments de façon plus précise.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons], s'agissant du paysage, le dossier indique que le secteur est situé dans une « cuvette » et peu visible. Il ne comprend pas de photo-montages en vues proches et éloignées pour l'établir.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.5), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie le Stecal Nt18, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Le projet n'est pas suffisamment avancé pour permettre la production de vue. Néanmoins, une étude de co visibilité a été menée dans le cadre du dossier soumis à la CDNPS, étude déjà intégrée dans le dossier de PLUi HMB (dans le rapport de présentation).

Compte-tenu de la nature du projet de luge, ce dernier fera par ailleurs l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui traitera de ces éléments de façon plus précise.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande, pour le Stecal Nt18 pour le projet de luge sur rail 4 saisons, de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèces protégées doit être obtenue, et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises</i>	<p>La maîtrise d'ouvrage rappelle que la réglementation n'est pas prescriptive quant à la nécessité d'inventaires naturalistes dans le cadre de la constitution du dossier de dérogation au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6) et que l'analyse des incidences réalisée dans le cadre de l'évaluation environnementale (RP 1.5) doit s'attacher à l'acte réglementaire (donc au zonage Nt18) et non au projet précis d'implantation quand il est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).</p> <p>L'obtention d'une dérogation « espèces protégées » telle qu'entendue par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement est par ailleurs applicable à la réalisation de <u>certaines projets et non de plans</u>, a fortiori de documents d'urbanisme dont le contenu est régi par le Code de l'Urbanisme hors mentions directes au Code</p>

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
	de l'Environnement pour l'évaluation des incidences Natura 2000.
<i>Analyser les incidences du projet sur la biodiversité, l'activité pastorale, le paysage et le périmètre de captage d'eau potable</i>	La maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse des incidences doit être relative à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717). Les incidences du <u>zonage Nt18</u> feront néanmoins l'objet d'une étude plus approfondie, notamment pour les composantes environnementales mentionnées, dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Analyser les impacts cumulés avec d'autres projets</i>	L'analyse des incidences cumulées se fait au regard des autres zonages susceptibles d'interagir et non avec d'autres projets conformément au champ d'application de l'évaluation environnementale de documents d'urbanisme. La définition des impacts cumulés avec d'autres projets sera réalisée dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement à laquelle le projet de luge sera nécessairement soumis.
<i>Expliquer le choix retenu au regard des solutions de substitution raisonnables</i>	La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que le point 4° de l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ne renseigne pas sur la nécessité d'envisager des solutions alternatives lorsqu'elles ne sont pas « raisonnables » ou qu'elles consistent à abandonner le projet porté par le document. Un effort de clarification sera néanmoins fait pour décrire les solutions de substitution envisagées quand elles le sont et/ou expliciter l'absence de solutions alternatives jugées raisonnables lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Définir les mesures ERC et les mesures de suivi</i>	Les mesures issues de l'application Eviter-Réduire-Compenser dans le cadre de l'analyse des incidences du zonage Nt18 lors de la constitution du dossier d'approbation seront exposées clairement dans le rapport de présentation (section mesures) ainsi que leur traduction opérationnelle dans les autres pièces constitutives du PLUi, réalisée en concertation étroite avec l'urbaniste pour garantir leur applicabilité effective.

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que le projet de luge auquel le Stecal Nt18 se rapporte fera nécessairement l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 44d) Autres équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement lorsque le projet sera suffisamment mûr.

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], alors qu'elle est présentée avec une superficie de 1,32 ha (RP 1.6 p.32, 70, 72 ou 1,35 ha p.61) l'OAP apparaît avec une superficie de 1,41 ha 5RP 3.1 OAP sectorielles)

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le chiffre mentionné dans le RP 1.6 p.72 est le bon, soit 1,35 Ha. Ce chiffre sera corrigé dans les différentes pièces concernées.

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier doit être complété pour préciser qu'il s'agit de la zone humide n°74ASTERS5652 référencée à l'inventaire départemental et que l'OAP est situé dans un espace perméable relais surfacique de la trame verte et bleue annexée au Sraddet.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les mentions seront ajoutées dans le dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier n'analyse pas le fonctionnement hydraulique et écologique de la zone humide, ni les incidences du projet (phase travaux et période d'exploitation) sur celle-ci ;

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie l'OAP des Bruchets à Cusy, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Le secteur ayant néanmoins fait l'objet d'une étude hydraulique (SEPIA, 2018-2019) et de relevés faune-flore (TEREO, 2017-2018) spécifiques, les compléments d'analyse s'appuieront sur les éléments techniques produits dans ce cadre pour apporter réponse.

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, l'OAP ne prévoit pas d'orientation particulière pour la préservation du bassin versant de la zone humide ; le dossier indique que le règlement graphique délimite une bande tampon de 10 m pour renforcer la protection de la zone humide (RP 1.6 p.65), le dossier ne justifie pas que cette mesure est suffisante pour garantir la fonctionnalité de la zone humide ;

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Un travail complémentaire de traduction opérationnelle de la mesure mentionnée par l'Autorité environnementale sera mené en étroite concertation avec le cabinet d'urbanistes, dans le respect des contraintes importantes entérinées par le Code de l'Urbanisme quant aux mentions pouvant être inscrites dans le règlement écrit et/ou les OAP valant règlement.

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, plusieurs espèces protégées sont présentes et susceptibles d'être présentes sur le site, le dossier conclut à un enjeu écologique « moyen » (RP 1.6 p.69) ; le dossier doit être complété pour préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, et conclure si une autorisation dérogation de destruction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue, et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.2), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie l'OAP Les Bruchets, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant de l'assainissement, le dossier omet de justifier la capacité de traitement des eaux usées supplémentaires à traiter. [...] La station de traitement des eaux usées de Cusy n'est pas conforme en équipement, ni en performance, et n'a qu'une capacité résiduelle de 31 équivalents habitants (EH). Le dossier doit être complété pour établir l'adéquation entre ressources et besoins.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'unité de dépollution de Cusy a fait l'objet d'importants travaux de réhabilitation et d'extension en 2024. L'ouvrage, inauguré en avril 2025, présente désormais une capacité épuratoire de 1 850 EH compatible avec les usages actuels (921 EH) et futurs (929 EH résiduels).

Cette précision sera apportée dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant du paysage, le dossier comprend des points de vue qui mériteraient d'être complétés par un photo-montage, notamment depuis la route paysagère remarquable.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant de l'étude de discontinuité au titre de la dérogation entérinée par l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6), la réglementation n'est pas prescriptive sur le niveau de précision attendue pour la description des éléments de projet.

S'agissant de l'évaluation environnementale (RP 1.2), la maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, dont fait partie l'OAP Les Bruchets, doit se rapporter à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Le projet n'est pas suffisamment avancé pour permettre la production de vue. Néanmoins, une étude de co visibilité a été menée dans le cadre du dossier soumis à la CDNPS, étude déjà intégrée dans le dossier de PLUi HMB (dans le rapport de présentation).

Extrait de l'avis

[S'agissant de l'OAP 1 Les Bruchets Cusy (1,41ha, 53 logements, zone AUa)], s'agissant des risques naturels, le dossier doit être complété pour présenter [les mesures proposées par le bureau d'études hydrologiques] et démontrer qu'elles sont suffisantes pour ne pas aggraver le risque naturel.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Un travail complémentaire de traduction opérationnelle des mesures mentionnées par l'Autorité environnementale sera mené, dans le respect des contraintes importantes entérinées par le Code de l'Urbanisme quant aux mentions pouvant être inscrites dans le règlement écrit et/ou les OAP valant règlement.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande, pour l'OAP Les Bruchets Cusy, de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèces protégées doit être obtenue, et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises</i>	La maîtrise d'ouvrage rappelle que la réglementation n'est pas prescriptive quant à la nécessité d'inventaires naturalistes dans le cadre de la constitution du dossier de dérogation au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6) et que l'analyse des incidences réalisée dans le cadre de l'évaluation environnementale (RP 1.5) doit s'attacher à l'acte réglementaire (donc à l'OAP des Bruchets) et non au projet précis d'implantation quand il est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717). L'obtention d'une dérogation « espèces protégées » telle qu'entendue par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement est par ailleurs applicable à la réalisation de <u>certaines projets et non de plans</u> , a fortiori de documents d'urbanisme dont le contenu est régi par le Code de l'Urbanisme hors mentions directes au Code de l'Environnement pour l'évaluation des incidences Natura 2000.
<i>Analyser les incidences du projet sur la biodiversité, l'assainissement, le paysage, les risques naturels</i>	La maîtrise d'ouvrage rappelle que l'analyse des incidences doit être relative à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717). Les incidences de l'OAP Les Bruchets feront néanmoins l'objet d'une étude plus approfondie, notamment pour les composantes environnementales mentionnées, dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Expliquer le choix retenu au regard des solutions de substitution raisonnables</i>	La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que le point 4° de l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ne renseigne pas sur la nécessité d'envisager des solutions alternatives lorsqu'elles ne sont pas « raisonnables » ou qu'elles consistent à abandonner le projet porté par le document. Un effort de clarification sera néanmoins fait pour décrire les solutions de substitution envisagées quand elles le sont et/ou expliciter l'absence de solutions alternatives jugées raisonnables lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Définir les mesures ERC et les mesures de suivi</i>	Les mesures issues de l'application Eviter-Réduire-Compenser dans le cadre de l'analyse des incidences de l'OAP Les Bruchets lors de la constitution du dossier d'approbation seront exposées clairement dans le rapport de présentation (section mesures) ainsi que leur traduction opérationnelle dans les autres pièces constitutives du PLUi, réalisée en concertation étroite avec l'urbaniste pour garantir leur applicabilité effective.

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Ngv2 pour une aire de sédentarisation des gens du voyage à Fillière], le dossier comprend une incohérence qui doit être corrigée : le règlement graphique délimite une zone Ngv1 (figure 6) alors que cette zone est présentée comme Ngv2 (RP 1.6 p.90, 91, 93, 108, 111 par.2.4)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage rappelle que le dossier de demande de dérogation au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme présenté dans le cadre du dossier d'arrêt est en tout point similaire à celui soumis à l'avis de la CDNPS par souci de clarté quant à la lecture de l'avis de la commission qui s'y rapporte. Le zonage ayant évolué depuis, il convient de retenir la mention Ngv1 en lieu et place de la mention Ngv2 faite dans le dossier de demande de dérogation (RP 1.6).

Extrait de l'avis

[S'agissant du Stecal Ngv2 pour une aire de sédentarisation des gens du voyage à Fillière], l'Autorité environnementale recommande de conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue, et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'obtention d'une dérogation « espèces protégées » telle qu'entendue par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement est applicable à la réalisation de certains projets et non de plans, a fortiori de documents d'urbanisme dont le contenu est régi par le Code de l'Urbanisme hors mentions directes au Code de l'Environnement pour l'évaluation des incidences Natura 2000.

L'avis contentieux du 9 décembre 2022 n°463563 mentionné par l'Autorité environnementale dans sa note de bas de page n°22 fait d'ailleurs directement référence à cette notion de projet.

NB/L'article 25 de la loi DDADDUE du 30 avril 2025 qui traite de la même question reprend et entérine cette notion d'applicabilité à des projets et non des plans et programmes.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la zone Ue pour un projet d'équipement en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier conclut à un enjeu écologique « moyen » après avoir relevé que la prairie est fonctionnelle du point de vue écologique et que plusieurs espèces protégées sont présentes ou susceptibles d'être présente sur le site.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la zone Ue pour un projet d'équipement en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier doit être complété pour préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, et conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la zone Ue pour un projet d'équipement en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz], s'agissant de la biodiversité et des milieux naturels, le dossier doit être complété pour préciser quel est le mode d'accès des élèves aux équipements scolaires projetés, s'il induit un défrichement d'une partie de la ripisylve et l'aménagement d'un pont, et analyser les incidences de ces travaux, ainsi que le mode routier d'accès.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la zone Ue pour un projet d'équipement en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz], s'agissant du paysage, les points de vue qui figurent dans le dossier doivent être complétés par des photo-montages pour apprécier les incidences paysagères.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la zone Ue pour un projet d'équipement en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz], s'agissant des risques naturels, [...] le dossier doit être complété pour préciser que le tènement est classé en zone T1 par la carte des aléas naturels (crue torrentielle (T) zone d'aléa faible (degré 1) et que le cours d'eau est classé en zone T3 (crue torrentielle (T) zone d'aléa fort (degré 3) et pour analyser l'exposition aux risques d'un pont.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que le zonage Ueq en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz n'existe plus dans le dossier d'arrêt à la faveur d'un reclassement en zone As, le projet ayant été abandonné suite à réception de l'avis CDNPS. Par souci de clarté, le dossier de dérogation au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme figurant dans le dossier d'arrêt est celui qui a été soumis à l'avis de la commission, comprenant donc la mention du zonage Ueq.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande, pour la zone Ueq pour un projet d'équipement en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz, de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Préciser le ou les accès aux équipements scolaires projetés (routiers, élèves)</i>	La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que le zonage Ueq en lien avec les écoles à Viuz-la-Chiésaz n'existe plus dans le dossier d'arrêt à la faveur d'un reclassement en zone As, le projet ayant été abandonné suite à réception de l'avis CDNPS. Par souci de clarté, le dossier de dérogation au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme figurant dans le dossier d'arrêt
<i>Préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue, et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises</i>	

<i>Analyser les incidences du projet sur la biodiversité, le paysage, les risques naturels</i>	est celui qui a été soumis à l’avis de la commission, comprenant donc la mention du zonage Ueq.
<i>Expliquer le choix retenu au regard des solutions de substitution raisonnables</i>	
<i>Définir les mesures ERC et les mesures de suivi</i>	


2.1.2.d Loi littoral

Aucune réponse n’est attendue dans cette partie.

2.2 Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage												
<p>Préciser et justifier le scénario démographique retenu</p>	<p>Le taux de progression démographique retenu pour la période 2025-2040 correspond au scénario central présenté en p.10 du RP 1.3.1, soit 1 590 habitants supplémentaires par an. L'Autorité environnementale suggère la mise à jour des données en considérant la période 2018-2025 plutôt que celle de 2008-2018 initialement retenue dans le cadre du dossier d'arrêt. Des précisions et des justifications complémentaires seront apportées dans le dossier d'approbation.</p>												
<p>Justifier le besoin de logements supplémentaires</p>	<p>La maîtrise d'ouvrage rappelle que le besoin en logements retenu est bien celui lié au scénario central inscrit sur la figure p.10 du RP 1.3.1 explicitement mentionnée par l'Autorité environnementale dans son avis. L'autorité environnementale mentionne le chiffre pour la période 2035-2040. Néanmoins, le tableau situé sous le graphique fait la moyenne de la production de logements sur l'ensemble de la période 2025-2040, et elle s'élève bien à 1400 lgts/an</p> <div><p>BESOINS ANNUELS EN LOGEMENTS</p><p>Toutes prospectives OMPHALE soumises aux mêmes ratio : 1 lgt en plus = 0,78 ménage en plus parc logements = résidences principales (ménages) + résidences secondaires + logements vacants</p><p>PROJECTIONS OMPHALE 2025-2040</p><table><tr><th>Prospectives</th><th>2025-2040 (PLUi-HMB)</th><th>2025-2040 Habitants en + / an</th></tr><tr><td>Haut</td><td>1 900 lgt/an</td><td>+ 2 290</td></tr><tr><td>Central</td><td>1 390 lgt/an</td><td>+ 1 590</td></tr><tr><td>Bas</td><td>1 140 lgt/an</td><td>+ 1 020</td></tr></table></div>	Prospectives	2025-2040 (PLUi-HMB)	2025-2040 Habitants en + / an	Haut	1 900 lgt/an	+ 2 290	Central	1 390 lgt/an	+ 1 590	Bas	1 140 lgt/an	+ 1 020
Prospectives	2025-2040 (PLUi-HMB)	2025-2040 Habitants en + / an											
Haut	1 900 lgt/an	+ 2 290											
Central	1 390 lgt/an	+ 1 590											
Bas	1 140 lgt/an	+ 1 020											

2.3 Etat initial de l'environnement, incidences du PLUi sur l'environnement, mesures ERC, prise en compte des enjeux environnementaux par le PLUi

2.3.1 CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (ENAF)

Extrait de l'avis

La préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) face à l'artificialisation est identifiée comme un enjeu « structurant » ou « majeur » (RP 1.2 par.2.1.2d et 2.4.1), ce qui est à clarifier.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La qualification de l'enjeu lié à la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) sera harmonisée avec la mention « majeur » dans le dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dossier doit être complété pour préciser quels enjeux ont été pris en compte dans la suppression de potentiels gisements fonciers urbains pour motif de « contrainte environnementale »

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les enjeux pris en compte pour la suppression de potentiels gisements fonciers urbains pour motif de « contraintes environnementales » sont liés à la présence d'une zone humide avérée. Les précisions seront apportées lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dossier doit être complété pour préciser quelle différence distingue les dents creuses « activités économiques » (3,09ha) des dents creuses « économie » (14,64 ha, RP 1.3.2 p.6 par.1.2.1, p.11 par.1.3.3)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les dents creuses « économie » et « activités économiques » font référence à une seule et même catégorie. Les intitulés seront harmonisés dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dossier doit être complété pour analyser les incidences environnementales (avec zoom cartographiques) des extensions urbaines prévues pour la nouvelle zone d'activité communautaire (11ha), les projets d'équipements publics (41,59 ha), les projets liés à la mobilité (56,57 ha ou 12,67 ha selon que l'on prend en compte ou non l'ensemble des projets)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Compte-tenu des observations et remarques formulées sur la composition de l'analyse des incidences présentes dans le dossier d'arrêt, la maîtrise d'ouvrage propose de compléter le travail fourni avec des compléments d'analyse pour les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. Ils comprendront la production de tableaux analytiques synthétiques par sous-zonage (Neq) reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale (PAPAG, emplacements réservés pour des projets de mobilité identifiés, SSEI).

A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse de ces zones revêtant une importance particulière pour l'environnement se rapportera à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l’avis

Le dossier doit être complété pour justifier la localisation dans le PADD arrêté le 19 décembre 2024 de la nouvelle zone d’activités de 11 ha sur le secteur de Brassilly à Poisy

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Au regard de l’état d’avancement du projet de PLUi HMB, l’inscription et la justification des 11 ha dans le PLUi HMB seront réalisés dans le cadre d’une procédure d’évolution du PLUi HMB ultérieure.

Extrait de l’avis

Le dossier doit être complété pour préciser la polarité urbaine de chaque commune concernée par une extension urbaine et justifier l’adéquation de la densité retenue (RP 1.3.2 p.24) notamment au regard du Scot

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Les éléments de justification seront apportés dans le dossier approuvé.

Extrait de l’avis

Le dossier doit être complété pour justifier pourquoi le PLUi ne prévoit pas de phasage des ouvertures à l’urbanisation de façon à n’artificialiser que ce qui se révélera effectivement nécessaire Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le code de l’urbanisme précise que les OAP doivent prévoir un échéancier prévisionnel de l’ouverture à l’urbanisation des zones AU.

Un exercice de phasage est en cours de réalisation concernant les OAP situées en zones AU et sera restitué lors de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait conclusif de l’avis

L’Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l’avis	Réponse apportée par la maîtrise d’ouvrage
<i>Préciser les contraintes environnementales qui ont motivé l’exclusion de certains secteurs du gisement foncier</i>	Les contraintes environnementales ayant motivé l’exclusion de certains secteurs du gisement foncier sont liées à la présence d’une zone humide avérée sur le tènement initialement visé.
<i>Préciser la consommation d’Enaf totale des Stecal, des emplacements réservés et des PAPAG et analyser leurs incidences environnementales</i>	La maîtrise d’ouvrage souhaite préciser que le classement d’une zone sous dénomination Stecal ou emplacement réservé ne signifie pas nécessairement consommation effective. Certains Stecal et/ou emplacements réservés circonscrivent par ailleurs des zones dans lesquelles les extensions de l’existant sont interdites. Pour autant, des précisions sur les consommations d’ENAF seront apportées dans le dossier à approuver.
<i>Analyser les incidences environnementales des extensions urbaines liées à la nouvelle zone d’activité communautaire, aux projets d’équipements publics et liés à la mobilité</i>	L’inscription et la justification des 11 ha dans le PLUi HMB seront réalisés dans le cadre d’une procédure d’évolution du PLUi HMB ultérieure. L’analyse des incidences environnementales des projets d’équipements publics et liés à la mobilité seront respectivement menées dans le cadre de l’analyse proposée pour les zones N indicées et des emplacements réservés selon les modalités exposées dans les réponses aux remarques qui s’y rapportent. L’analyse des incidences du POA-M complétée avec les éléments pertinents extraits de

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
	l'annexe environnementale du PDM 2030 aura également vocation à apporter des éléments de réponse pour les projets majeurs liés à la mobilité sur le territoire.
<i>Préciser la polarité urbaine de chaque commune concernée par une extension urbaine pour la construction de logements et justifier l'adéquation de la densité retenue</i>	Les densités urbaines étant actuellement retravaillées en concertation étroite avec le Syndicat Mixte du Scot du bassin annécien, ces éléments seront fournis dans le cadre du dossier d'approbation.
<i>Prévoir un phasage entre les OAP sectorielles</i>	Un exercice de phasage est en cours de réalisation sur secteurs AU et sera restitué dans le cadre du dossier d'approbation.

2.3.2 LES RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS, LA BIODIVERSITE ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Extrait de l'avis

[S'agissant des sites Natura 2000] Le dossier n'établit pas que le PLUi n'est pas susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 selon la méthodologie d'évaluation des incidences sur ce type de site.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse des incidences Natura 2000 réalisée dans le cadre du dossier d'arrêt sera intégralement reprise pour présenter de manière plus claire les éléments attendus au titre de l'article R.414-23 du Code de l'Environnement qui s'applique :

- Une présentation simplifiée du zonage existant accompagnée d'une carte permettant de localiser les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés
- Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification est ou non susceptible d'avoir une incidence précisant la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés compte-tenu de la distance, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques ou non des sites et de leurs objectifs de conservation
- Une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification peut avoir individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents [...] ou projets dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites
- Un exposé des mesures prises pour supprimer ou réduire les effets dommageables résultants éventuellement de l'analyse précédente

L'étude sera complétée par la précision de solutions alternatives envisageables et de mesures compensatoires si ce premier niveau d'analyse tendait à conclure que des effets significatifs dommageables subsistent malgré la mise en œuvre des mesures prises.

Des prospections naturalistes complémentaires, s'attachant notamment à caractériser les habitats naturels ainsi que la faune présente par observations opportunistes, sont prévues au printemps 2025 dans le cadre de cette refonte de l'analyse des incidences Natura 2000.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la pression d'inventaire] Le dossier mentionne des visites de terrain « en mai 2023 puis en mai 2024 » sans plus de précisions (RP 1.2 p.147 par.2.4.3b). Il n'établit pas si la pression d'inventaire est suffisante, alors que cet inventaire n'a pas été réalisé sur l'ensemble du cycle biologique des espèces

susceptibles d'être présentes, réparti sur plusieurs saisons. Le calendrier retenu n'est pas argumenté au regard de l'écologie des espèces et des types de milieux naturels localement représentés et ne correspond pas aux périodes favorables aux inventaires.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage tient à rappeler que le champ réglementaire d'application de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme n'est pas prescriptif sur le niveau de précision des inventaires naturalistes attendu, ni même sur la nécessité d'en réaliser. La note de bas de page 43 fait par ailleurs référence à la note de procédure « Instruction des dérogations des espèces protégées » de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (2021) ainsi qu'à la fiche n°10 du guide « Lignes directrices nationales sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels » du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2013) qui se rapportent à l'analyse des impacts d'un projet et non d'un document de planification.

En tout état de cause, les mois retenus pour les prospections naturalistes (mai, septembre) l'ont été pour maximiser le potentiel de contact des taxons usuellement étudiés selon les cycles biologiques propres à chacun : oiseaux, reptiles, entomofaune, mammifères.

Les analyses de terrain ont été conduites comme suit :

- • Déambulation aléatoire (habitats naturels)
- • Observations faunistiques opportunistes tout taxon
- • Analyse des continuités écologiques (indices de passage, indices de collision, relevés des éléments topographiques et anthropiques défavorables, sources de nuisances et/ou pollution)
- • Réalisation de sondages pédologiques conformes à l'arrêté du 24 juin 2008 modifié en cas de doute sur la présence de zone humide

Les éléments méthodologiques mis en œuvre seront précisés lors de la constitution du dossier d'approbation, notamment à la lumière des prospections complémentaires envisagées au printemps 2025 dans ce cadre.

Extrait de l'avis

[S'agissant des espèces protégées] L'Autorité environnementale rappelle qu'en l'application du code de l'urbanisme (article R.151-3), le rapport de présentation du PLUi doit rendre compte de la mise en œuvre de la démarche itérative de l'évaluation environnementale du PLUi et en particulier de l'étape d'évitement (de la séquence Eviter-Réduire-Compenser).

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme n'est pas prescriptif sur une mise en œuvre spécifique de la séquence ERC pour les espèces protégées. L'application générale de la séquence décrite dans le dossier d'arrêt aura néanmoins un effet favorable certain pour cette composante.

La maîtrise d'ouvrage précise que le paragraphe « Mesures d'évitement, de réduction et de compensation » sera repris lors de la constitution du dossier d'approbation afin de proposer en particulier une description claire des mesures d'évitement, dont le reclassement de certaines zones U en A ou N ainsi que l'abandon de certains secteurs de projets initialement envisagés pour des motifs environnementaux.

Extrait de l'avis

[S'agissant des espèces protégées, au titre de l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme] Le dossier doit donc, dans un premier temps, conclure ou non sur la présence ou non d'espèces protégées sur chacun des secteurs d'aménagement prévus par le PLUi et, dans un second temps, lorsqu'une espèce protégée est constatée ou susceptible d'être présente, conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèces protégée ou de leur habitat doit être obtenue et, dans l'affirmative, établir que les conditions cumulatives requises sont réunies, notamment une « raison impérieuse d'intérêt public majeur »

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage tient à rappeler que l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme mentionné par l'Autorité environnementale ne fait aucunement référence à la procédure de dérogation « espèces protégées ». Cette dernière est entérinée par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement et s'applique à la réalisation de certains projets et non de plans, a fortiori de documents d'urbanisme dont le contenu est effectivement régi par le Code de l'Urbanisme.

L'avis contentieux du 9 décembre 2022 n°463563 mentionné par l'Autorité environnementale dans sa note de bas de page n°44 fait d'ailleurs directement référence à cette notion de projet.

NB/L'article 25 de loi DDADDUE du 30 avril 2025 qui traite de la même question reprend et entérine cette notion d'applicabilité à des projets et non des plans et programmes.

Extrait de l'avis

[S'agissant des zones humides] l'OAP bioclimatique doit être complétée pour préciser que les zones humides ont sept fonctionnalités [et non trois comme indiquées dans le rapport de présentation].

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'OAP bioclimatique vise à identifier les processus qui déterminent le fonctionnement des milieux humides et non les services rendus à la société. Ces types de fonctions sont issus du centre de ressources sur les milieux humides (zones-humides.org). Le rapport de présentation sera complété en conséquence pour l'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des zones humides] Le RP du PLUi prête à cette OAP thématique [bioclimatique] des orientations qui n'y figurent pas. Ce point doit être clarifié.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les orientations relevées par l’Autorité environnementale, extraites du rapport de présentation dans sa forme actuelle (RP 1.6 par.2.4.5.4 p.110) seront ajoutées lors de la constitution du dossier d’approbation

« Les constructions et aménagements situés dans les périmètres de bon fonctionnement proches des zones humides devront tenir compte de l’alimentation des zones humides situées en aval et favoriser la libre circulation de ces eaux de ruissellement. La perméabilité des haies, revêtements de sol et ouvrages sera favorisée. »

« Les eaux pluviales recueillies dans les opérations alentour pourront être rejetées dans le milieu humide voisin si le secteur d’opération participait originellement à l’alimentation de la zone. La qualité des eaux pluviales devra être assurée par des dispositions de filtrations naturels (filtres plantés, etc) »

Extrait de l’avis

[S’agissant des zones humides], le PLUi doit être modifié pour représenter les zones humides qui ont été omises.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Certaines zones humides ont fait l’objet d’investigations spécifiques par les services de l’Etat, le Syndicat Mixte du Lac d’Annecy (SILA) ou le Syndicat Mixte Interdépartemental d’Aménagement du Chéran (SMIAC) ayant conclu à la destruction de certaines surfaces initialement référencées à l’inventaire départemental des zones humides. Ces éléments techniques ont par ailleurs été validés par le CEREMA dans le cadre de l’étude préliminaire pour la délimitation de l’espace de bon fonctionnement des zones humides du territoire.

La maîtrise d’ouvrage ajoute par ailleurs que les zones humides avérées depuis la dernière actualisation de l’inventaire départemental survenue en fin d’année 2024 sur son territoire seront prises en compte lors de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant des zones humides, le PLUi doit être modifié pour] expliquer pourquoi la représentation graphique de « l’espace de bon fonctionnement » ne correspond qu’au périmètre immédiat théorique à l’exclusion des autres.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La couche de pré-localisation de l’enveloppe des espaces de bon fonctionnement des zones humides réalisée dans le cadre de l’étude éponyme n’a pas la qualité et la précision d’une étude réalisée selon les prescriptions techniques applicables en la matière dans la mesure où il s’agit d’une « prélocalisation » de l’enveloppe de ces espaces de bon fonctionnement. L’objectif initial de cette étude était d’identifier les zones humides soumises à des pressions (urbaines ou agricoles). Dans cette optique, la maîtrise d’ouvrage a souhaité conserver le premier périmètre, essentiellement à des fins d’alerte, quant à la présence de ce type d’enjeux au niveau parcellaire.

Extrait de l’avis

[S’agissant des zones humides, le PLUi doit être modifié pour] attirer l’attention sur le fait que la localisation du bassin versant (d’alimentation) qui figure dans les documents cartographiques du PLUi est simplement présumée et peut s’avérer erronée.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Une mention de vigilance sera ajoutée en ce sens dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant des zones humides, le PLUi doit être modifié pour] rendre davantage effective la garantie de préservation des zones humides, par exemple par la prescription (dans le règlement écrit) de la réalisation d’une étude hydraulique et écologique de la zone humide avant toute demande d’occupation des sols lorsqu’une zone humide est présente ou potentiellement présente sur le terrain d’assiette du projet, pour vérifier la localisation du bassin versant de la zone humide et établir que le projet n’est pas susceptible d’avoir des incidences notable sur son fonctionnement.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d’ouvrage souhaite rappeler que les zones humides identifiées à l’inventaire départemental bénéficient d’une protection stricte à travers l’application d’une trame dédiée au titre de l’article L.151-23 du Code de l’Urbanisme, qui couvre à la fois la zone humide ainsi qu’un tampon de 10 mètres.

Cette protection réglementaire est complétée par les dispositions de l’OAP qui visent à préserver le bassin d’alimentation des zones humides.

Il est utile de rappeler que le code de l’urbanisme fixe limitativement les pièces et études exigibles dans le cadre d’une demande d’autorisation d’urbanisme (PC, PA, DP) et précise qu’aucune autre information ou pièce ne peut être exigée par l’autorité compétente, rendant donc la demande d’études complémentaires dans le cadre d’un PLU illégale (cf R*431-4, R*431-35, R*441-8-2, R*441-10-1).

Extrait de l’avis

[S’agissant des OAP] Il apparaît que les OAP présentent dans leur ensemble des enjeux écologiques sur près de 105 ha, sans que le dossier n’indique clairement comment ces enjeux sont pris en compte, quelles mesures ERC sont définies et traduites dans les orientations de l’OAP considérée ou le règlement graphique ou écrit.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Compte-tenu du nombre d’observations de l’Autorité environnementale sur ce sujet, un important travail de clarification sera mené lors de la constitution du dossier d’approbation, notamment sur la traduction opérationnelle des mesures (OAP, règlements) en étroite concertation avec le cabinet d’urbanistes et dans le respect des contraintes importantes entérinées par le Code de l’Urbanisme quant aux mentions pouvant être inscrites dans le règlement écrit.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Justifier que le PLUi n'est pas susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 selon la méthodologie adéquate</i>	L'analyse des incidences Natura 2000 menée dans le dossier d'arrêt (RP 1.2) sera revue pour exposer plus clairement les éléments attendus entérinés par l'article R.414-23 du Code de l'Environnement qui s'applique.
<i>Préciser la pression d'inventaire, justifier son adéquation, conclure si une autorisation dérogatoire de destruction d'espèces protégées doit être obtenue pour chaque secteur d'aménagement et dans l'affirmative sur la réunion des conditions cumulatives requises</i>	La maîtrise d'ouvrage rappelle que la réglementation n'est pas prescriptive quant à la nécessité d'inventaires naturalistes dans le cadre de la constitution du dossier de dérogation au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme (RP 1.6) et que l'analyse des incidences réalisée dans le cadre de l'évaluation environnementale (RP 1.2) doit s'attacher à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand il est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717). L'obtention d'une dérogation « espèces protégées » telle qu'entendue par l'article L.411-2 du Code de l'Environnement est par ailleurs applicable à la réalisation de <u>certaines projets et non de plans</u> , a fortiori de documents d'urbanisme dont le contenu est régi par le Code de l'Urbanisme hors mentions directes au Code de l'Environnement pour l'évaluation des incidences Natura 2000.
<i>Compléter et rendre effectif l'objectif de protection des espaces de bon fonctionnement des zones humides</i>	Le périmètre immédiat théorique délimitant l'espace de bon fonctionnement des zones humides du territoire, élaboré par le CEREMA, est déjà inscrit dans le cadre de l'OAP bioclimatique, opposable dans un rapport de compatibilité.
<i>Analyser les incidences des secteurs d'aménagement, notamment des OAP, sur les milieux naturels, la trame écologique et les espèces</i>	En cohérence avec la réponse globale sur la refonte de l'analyse des incidences proposée dans les paragraphes précédents, les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement feront l'objet de compléments d'analyse, dont la production de tableaux analytiques synthétiques par secteur et/ou sous-groupes reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones jugées à enjeux (SSEI) et/ou spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale dans son avis.
<i>Définir les mesures ERC et leur mesure de suivi</i>	Les mesures issues de l'application Eviter-Réduire-Compenser dans le cadre de l'analyse des incidences des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement lors de la constitution du dossier d'approbation seront exposées clairement dans le rapport de présentation (section mesures) ainsi que leur traduction opérationnelle dans les autres pièces constitutives du PLUi, réalisée en concertation étroite avec l'urbaniste pour garantir leur applicabilité effective.

2.3.3 LES EAUX SOUTERRAINES, POTABLES, USEES ET PLUVIALES, EN LIEN AVEC LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Extrait de l’avis

[S’agissant des eaux souterraines et superficielles], le RP 1.1 mentionne une quatrième masse d’eau « calcaires jurassiques sous couverture du Pays de Gex » FRDG208 mais ne la représente pas dans le document cartographique dédié (RP 1.1 EIE p.111, 112), ceci doit être clarifié.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La représentation de la masse d’eau concernée sera ajoutée, dans la mesure du possible, sur la cartographie lors de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant des eaux souterraines et superficielles] le SDAEP mentionne la commune de Saint-Martin-de-Bellevue à la place d’Evires (p.23 par.3.3), ceci doit être clarifié.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le classement en ZRE concerne effectivement la commune déléguée d’Evires et non de Saint-Martin-de-Bellevue : la mention sera mise à jour lors de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant des eaux souterraines et superficielles, le dossier] Ajouter que certains secteurs comme le plateau du Semnoz, le plateau des Glières, les communes de Cusy, Entrevernes, La-Chapelle-Saint-Maurice et Gruffy sont fragiles en termes de bilan besoins/ressources lors de périodes d’étiage très sévères et que « des solutions ont été mises en œuvre pour assurer la continuité de la distribution de l’eau » (RP 1.1 EE p.128 par.6.3.5). Celles-ci doivent être décrites.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Selon le secteur, différentes solutions sont mises en œuvre :

- Semnoz et plateau des Glières : secours par camion citerne ;
- Entrevernes : depuis 2024, une conduite d’interconnexion et un pompage sont en place afin de secourir la commune par le réseau de Duingt ;
- La Chapelle-Saint-Maurice : une connexion a été réalisée en 2024 avec la ressource et le réservoir des Pradons. Ces travaux ont apporté une sécurisation, qui restera à fiabiliser avec une connexion depuis le réservoir de Rivaz (St-Jorioz) - travaux prévus au schéma directeur eau potable (SDAEP) ;
- Gruffy : lors de l’étiage 2018, une sécurisation de la commune a été mise en place via une connexion à la conduite d’adduction entre le captage du Nant de l’Adieu et le réservoir des Lanches (Montagny). Ainsi, en situation d’étiage très sévère, Gruffy peut être alimentée par le réservoir de Montagny à partir de la ressource en eau de Chez Grillet.

Extrait de l’avis

[S’agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour expliquer pourquoi l’enjeu eau potable n’est pas qualifié de « structurant » au même titre que le paysage par exemple.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le niveau d’enjeu attribué sera réexaminé dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation, notamment au regard de la hiérarchisation faite pour les autres composantes.

Extrait de l’avis

[S'agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour expliquer la différence de prélèvement d'eau de 2,2 Mm³ entre 2018 et 2023 et comment la consommation prévisionnelle de 2040 peut être inférieure à 2023.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage reconnaît le besoin d'harmonisation des chiffres de consommation annuelle annoncés dans les différentes pièces du dossier, notamment au sein de l'état initial de l'environnement (RP 1.1) et du diagnostic territorial (RP 1.1).

Les chiffres à considérer, issus du SDAEP fourni dans les annexes sanitaires (rapport 1 p.104), sont les suivants : 17,10 Mm³ en 2018, 18,85 Mm³ en 2030, 19,97 Mm³ en 2040 et 21,16 Mm³ en 2050

La mise en cohérence des pièces sera assurée lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour rendre compte, dans les relations avec les territoires extérieurs, de l'augmentation de l'exportation d'eau potable vers le secteur de Rumilly liée à la pollution de l'eau potable au PFAS sur ce secteur et au projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Chéran (qui a pour effet une baisse de ressource pour le bassin de la CC Rumilly Terre de Savoie)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le SDAEP, inclus dans les annexes sanitaires, propose une évaluation des besoins futurs liés aux exportations d'eau vers les territoires voisins rappelée ci-dessous.

Secteur	Nom exportation	Evolution potentielle 2030		Evolution potentielle 2040		Evolution potentielle 2050	
		Volume annuel (m ³ /an)	Volume moyen journalier (m ³ /j)	Volume annuel (m ³ /an)	Volume moyen journalier (m ³ /j)	Volume annuel (m ³ /an)	Volume moyen journalier (m ³ /j)
Sud	Communauté de communes de Rumilly Terre de Savoie Communauté d'agglomération de Grand Lac	1 091 919	2991.6	1 139 394	3121.6	1 234 344	3381.8
Centre	Communauté de communes Fier et Usses	77 198	211.5	80 555	220.7	87 268	239.1
Nord	Communauté de communes du pays de Crus	39 388	107.9	41 100	112.6	44 525	122.0
Rives du Lac	Commune d'Alex	153	0.4	160	0.4	173	0.5
TOTAL		1 208 658	3 311	1 261 208	3 455	1 366 309	3 743

Les données seront rappelées dans le corps du dossier lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour rendre compte de la pollution de l'eau potable aux PFAS dans le secteur de Pringy et du PTGE relatif aux bassins versants du Fier et du lac d'Annecy (Fillière, secteurs du Fier Amont et de l'Eau Morte) et analyser leurs incidences sur la disponibilité de la ressource.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Depuis 2 ans, la nappe des Iles n'est plus utilisée pour l'eau potable. Elle est substituée complètement par la ressource du Lac d'Annecy (Stations de traitement des Espagnoux et de la Tour). Jusqu'à présent, la nappe était utilisée en mélange avec le lac : 80 % Lac et 20 % Nappe des Iles. L'incidence sur les prélèvements au Lac est faible et en tout état de cause les capacités de prélèvement et de traitement permettent de se passer de la nappe des Iles. Il n'y a pas d'incidence sur le secteur de Pringy.

Une étude est en cours avec mise en place d'un pilote de traitement sur la nappe des Iles. Les résultats sont attendus fin 2025 en vue de valider une filière de traitement. La prise de décision interviendra en 2026, au regard des coûts d'investissement et d'exploitation.

En parallèle des études de recherche en eau sont en cours sur un secteur proche des forages actuels mais non pollué par les PFAS.

L'adéquation besoins/ressources est assurée pour la commune de Pringy, y-compris l'opération de Pré Billy. Le quartier de Pré Billy est alimenté en eau à partir de la ressource du Lac d'Annecy.

Extrait de l’avis

[S’agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour expliquer si et comment, en cas de problème de potabilité de l’eau du lac, les eaux souterraines et superficielles sont susceptibles de répondre aux besoins correspondant aux dispositions du PLUi

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

En cas d'indisponibilité du Lac, le secours principal envisagé est celui assuré par les nappes (Puits du Fier, Forage de Chez Grillet) La nappe des Iles est également un point important de cette sécurisation. Elle pourra être mobilisée dès lors qu'un traitement des PFAS sera mis en place. La création d'une usine de traitement est à l'étude. Dans ce cadre, un premier test de conception est en cours avec la mise en place d'un pilote de traitement.

Extrait de l’avis

[S’agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour quantifier à l’échelle du PLUi la capacité de la ressource en eau disponible en prenant en compte le changement climatique (étiages, etc), la consommation passée et les besoins supplémentaires du fait du PLUi d’ici 2040, en distinguant les différents usages (potable, irrigation agricole, industriel, fréquentation touristique en lien avec le tourisme « quatre saisons »)

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le travail prospectif demandé a été réalisé dans le cadre de l’établissement du SDAEP fourni dans les annexes sanitaires. Un effort de reprise dans le dossier (RP 1.1 état initial de l’environnement, diagnostic territorial) pourra être réalisé lors de la constitution du dossier d’approbation selon un niveau de précision à la hauteur des données disponibles.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux potables] Le dossier doit être complété pour préciser que le développement de secteur urbanisé, notamment industriel, doit être évité à proximité des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Un travail d'analyse sur la compatibilité entre les OAP et les périmètres de captage va être réalisé. Dans chaque OAP, un renvoi vers les dispositions de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) sera réalisé. De plus, les dispositions générales du règlement seront complétées pour renvoyer aux dispositions des DUP concernées.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux potables] Le PLUi prévoit près d'une vingtaine d'OAP sectorielles dans les périmètres de protection de captage d'eau potable [...] Ceci n'est pas cohérent avec l'objectif affiché par le PADD de « sécurisation amont des capacités d'alimentation en eau potable ». L'évaluation environnementale doit être complétée avec la séquence ERC pour établir que chacune de ces OAP ne remet pas en cause la sécurisation de la qualité de l'eau potable.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage propose d'approfondir l'analyse des incidences potentielles des OAP concernées sur la ressource en eau potable au regard des prescriptions faites par les Déclarations d'Utilité Publique (DUP) relatives aux captages visés et d'engager un travail complémentaire pour l'inscription de mesures prescriptives dans le règlement et/ou OAP pour s'assurer de la bonne application de la séquence ERC.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux potables] Le même exercice doit être fait pour les autres secteurs d'aménagement prévus par le PLUi (emplacements réservés, PAPAG, etc) pour lesquels l'évaluation environnementale ne précise pas leur localisation par rapport aux périmètres de protection des captages d'eau potable, ce qui empêche de s'assurer de leur prise en compte suffisante.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

En cohérence avec la proposition méthodologique faite pour les OAP ci-dessus, la maîtrise d'ouvrage propose d'approfondir l'analyse des incidences potentielles des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement concernées sur la ressource en eau potable au regard des prescriptions faites par les Déclarations d'Utilité Publique (DUP) relatives aux captages visés et d'engager un travail complémentaire pour l'inscription de mesures prescriptives dans le règlement pour s'assurer de la bonne application de la séquence ERC.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Réexaminer le niveau d'enjeu attribué à la ressource en eau potable</i>	Le niveau d'enjeu sera réexaminé lors de la constitution du dossier d'arrêt au regard de l'analyse menée conjointement sur les niveaux d'enjeux liés aux autres composantes de l'environnement.
<i>Quantifier à l'échelle du PLUi la ressource en eau disponible, la consommation passée et la consommation future en 2040, en distinguant les différents usages</i>	L'exercice ayant été réalisé dans le cadre de l'établissement du SDAEP fourni dans les annexes sanitaires, la maîtrise d'ouvrage propose de synthétiser les données dans les pièces visées par la demande de l'Autorité environnementale (RP 1.1), sous réserve du niveau de précision effectivement disponible, lors de la constitution du dossier d'arrêt.

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Justifier l'adéquation ressource-besoin, en tenant compte des effets du changement climatique, et à défaut de présenter les mesures prises pour y remédier (ERC)</i>	L'exercice ayant été réalisé dans le cadre de l'établissement du SDAEP fourni dans les annexes sanitaires, la maîtrise d'ouvrage propose de synthétiser les données dans les pièces visées par la demande de l'Autorité environnementale (RP 1.1) lors de la constitution du dossier d'arrêt.
<i>Réexaminer les secteurs d'aménagements prévus par le PLUi (OAP, etc) projetés sur les périmètres de protection de captages d'eau potable et établir qu'ils ne remettent pas en cause la sécurisation de la qualité de l'eau potable.</i>	La maîtrise d'ouvrage propose la réalisation de compléments d'analyse des incidences à travers l'étude de la DUP des captages concernés et de leur interaction potentielle avec les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement concernées ainsi qu'un travail d'approfondissement quant aux mesures à traduire de façon opérationnelle dans les pièces prescriptives (OAP, règlement écrit) en étroite concertation avec le cabinet d'urbanistes.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux usées], le dossier doit être complété pour reprendre les informations importantes qui figurent dans le projet de Scot du bassin annécien, notamment le choix à venir entre, soit l'extension de la Steu d'Annecy-Siloe, soit celle de Poisy-Les Poiriers afin de ne pas dépasser les seuils de rejet admissibles dans le Fier.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les éléments d'importance identifiés par le projet de Scot du bassin annécien concernant ces sujets seront rappelés dans le rapport de diagnostic (RP 1.1) lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des eaux usées], le dossier doit être complété pour quantifier les besoins supplémentaires du fait du PLUi en ne prenant pas seulement en compte la population supplémentaire, justifier l'adéquation ressources-besoins, en prenant en considération le changement climatique (et notamment son impact sur la baisse de débit du Fier) et à défaut présenter les mesures prises pour y remédier (ERC).

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Un travail d'approfondissement sera mené en ce sens dans le cadre de la constitution du dossier d'arrêt en étroite concertation avec le Syndicat Mixte du Lac d'Annecy.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Réexaminer le niveau d'enjeu attribué au traitement des eaux usées</i>	Le niveau d'enjeu sera réexaminé lors de la constitution du dossier d'arrêt au regard de l'analyse menée conjointement sur les niveaux d'enjeux liés aux autres composantes de l'environnement.
<i>Quantifier les besoins induits par le PLUi, en distinguant les différents usages</i>	Un travail d'approfondissement sera mené en ce sens dans le cadre de la constitution du dossier d'arrêt en étroite concertation avec le Syndicat Mixte du Lac d'Annecy et le Syndicat Mixte Scot du bassin annécien.
<i>Justifier la capacité à traiter les eaux usées en respectant les objectifs de qualité des cours d'eau et prenant en compte l'impact du changement climatique sur les débits d'étiage</i>	

Extrait de l'avis

[S'agissant de la pollution du bruit et de l'air] Une catégorie de logements est référencée comme « secteur affecté par le bruit routier » et fait l'objet d'une recommandation « d'éloigner les chambres des sources de bruit » sans que celle-ci ne soit traduite dans les orientations des OAP.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'inscription est traduite dans l'OAP bioclimatique au sein du dossier d'arrêt. La possibilité effective d'inscrire une mention technique similaire au sein des OAP sectorielles concernées sera étudiée lors de la constitution du dossier d'arrêt à la lumière des contraintes réglementaires inscrites à l'article R.151-8 du Code de l'Urbanisme.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la pollution du bruit et de l'air] La distinction de ces deux catégories [i.e « logements dans un secteur affecté par le bruit » et « logements concernés par un indice Orhane dégradé »] pose question dans la mesure où l'indice Orhane prend en compte les deux vecteurs de pollutions concernant le bruit et l'air, la première catégorie à vocation à être également référencée en indice dégradé ; ce point doit être clarifié.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les appellations seront harmonisées (indice Orhane dégradé) dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la pollution du bruit et de l'air] Les nuisances sonores liées à l'aérodrome Annecy Mont-Blanc semblent ne pas avoir été prises en compte dans l'analyse des incidences environnementales des OAP sectorielles, ce qui donne un biais dans l'application de la séquence ERC. Il est par exemple relevé qu'une OAP prévoit 330 logements à moins de 400 m de la piste de l'aéroport, sans barrière naturelle ou artificielle susceptible de faire écran avec la seule mention : « secteur affecté par le bruit routier » (OAP 10 Sous Lettraz à Epagny-Metz-Tessy, figure 11, OAP p.27, RP1.2 p.298-300)

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'analyse des incidences environnementales des OAP comprises ou situées à proximité immédiate des zones identifiées au Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport Annecy Mont-Blanc sera reprise pour clarifier la prise en compte des nuisances sonores liées à cette infrastructure. Les mesures issues de la séquence Eviter-Réduire-Compenser en découlant le cas échéant feront l'objet d'une inscription aux pièces prescriptives.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la pollution du bruit et de l'air] La séquence ERC doit être reprise pour les OAP habitat en identifiant toutes les sources de nuisances sonores et la pollution de l'air. Le fascicule évaluation environnementale (RP1.2) ou justification des OAP (RP 1.3.4) doit établir leur prise en compte et présenter les mesures ERC et leur traduction dans les OAP ou le règlement écrit ou graphique.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage propose la réalisation de compléments d'analyse des incidences pour cette thématique à travers l'étude approfondie des sources de nuisance sonores et/ou de pollution de l'air pour les OAP ainsi qu'un travail d'approfondissement quant aux mesures à traduire de façon opérationnelle dans les pièces prescriptives en étroite concertation avec le cabinet d'urbanistes pour cette thématique. Une sous-section « zoom sur les incidences en matière de santé humaine » faisant notamment référence à cette dernière sera ajoutée au dossier d'approbation pour clarifier la bonne prise en compte du sujet dans le cadre de l'analyse des incidences du PLUi.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la qualité de l'air] L'enjeu pollution de l'air est qualifié de « fort » et « moyen » (RP 1.2 p.15 par.2.12, p.104 par.2.4.1) ceci est à clarifier.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'enjeu pollution de l'air est assorti de la qualification « fort » ; les mentions seront harmonisées dans le dossier constitué pour l'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la pollution du bruit et de l'air] Le dossier n'indique pas quelles sont les émissions des polluants atmosphériques à l'échelle du territoire du PLUi au regard des valeurs directrices de l'organisation mondiale de la santé. Le dossier doit être complété sur ce point.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les émissions présentées dans le cadre de l'état initial de l'environnement (RP 1.1) et de l'évaluation environnementale (RP 1.2) seront mises en perspective avec les valeurs issues des lignes directrices pour la qualité de l'air de l'OMS révisées (2021) lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des sites et sols pollués] Il apparaît que plus de 5 300 logements projetés (dans 7 OAP sectorielles sur 107,7ha) sont référencés dans le dossier comme situés sur des sols pollués ou susceptibles de l'être (SIS, BASOL ou installations industrielles rejetant des polluants, Irep) et concernés par la recommandation « s'assurer de l'absence de risque sanitaire avant l'accueil de populations supplémentaire » sans que le dossier donne de justifications sur cette assurance (figure 12, RP 1.2, 3.1, OAP sectorielles) Le dossier ne précise pas si l'état des sols est compatible avec la destination projetée.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage propose la réalisation de compléments d'analyse des incidences pour cette thématique à travers l'étude approfondie du classement des OAP concernées au Système d'Informations sur les Sols (SIS) ainsi qu'un travail d'approfondissement quant aux mesures à traduire de façon opérationnelle dans les pièces prescriptives, notamment quant à l'obligation à faire réaliser une étude de sol spécifique préalablement à toute démarche d'urbanisation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des espèces nuisibles à la santé humaine] Le règlement écrit prescrit la plantation dans les espaces libres d'espèces végétales dont la liste est annexée à l'OAP bioclimatique. Cette liste comprend des espèces qui sont identifiées par le réseau national de surveillance aérobiologiques comme ayant un fort potentiel allergisant dont il convient de ne pas planter dans les zones urbaines. Paradoxalement, cette même OAP souligne, par ailleurs, leur caractère allergène. Cette liste doit être modifiée pour identifier clairement les espèces allergènes qui ne doivent pas être plantées en zones U et AU.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les mentions des espèces à fort potentiel allergisant (aulnes, bouleaux, frênes, charmes, noisetiers) faites dans le règlement écrit (chap.2 p.25) et l'OAP bioclimatique (p.50-51) seront modifiées afin de faire apparaître clairement la nécessité de ne pas planter ce type de végétal dans les zones urbaines (U, AU).

Extrait de l'avis

[S'agissant des espèces nuisibles à la santé humaine] L'OAP bioclimatique doit être également complétée pour rappeler la nécessité de lutter, d'une part, contre les plantes invasives allergisantes que constituent les espèces d'Ambroisie [...] et d'autre part contre l'Aedes albopictus qui provoque des pathologies.

Des éléments de précisions concernant les principes de lutte contre l'Ambroisie et le Moustique tigre seront ajoutés dans les paragraphes pertinents constitutifs de l'OAP bioclimatique du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des espèces nuisibles à la santé humaine] Le dossier n'indique pas si et comment la personne publique responsable du PLUi entend s'approprier certaines des actions du PRSE 4 et contribuer à leur mise en œuvre.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Une analyse approfondie de l'articulation des éléments constitutifs du PLUi, notamment des prescriptions faites à travers le règlement et/ou les OAP, avec les actions concernant les espèces nuisibles portées par le PRSE 4 Auvergne-Rhône Alpes sera réalisée dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation : les mesures en découlant seront intégrées aux pièces prescriptives à cette occasion le cas échéant.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Décrire pour les OAP habitat les solutions de substitution raisonnables et justifier les choix retenus</i>	La maîtrise d'ouvrage rappelle que l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ne renseigne pas sur la nécessité d'envisager des solutions alternatives lors de l'élaboration d'un PLU lorsqu'elles ne sont pas « raisonnables » ou parce qu'elles consisteraient à abandonner le projet de planification. Le travail de clarification quant à l'exposition de la démarche itérative mise en œuvre lors de l'élaboration ainsi que l'approfondissement de l'analyse des incidences de certaines OAP revêtant une importance particulière pour l'environnement lors de la constitution du dossier d'approbation faciliteront la lecture des choix retenus.
<i>Reprendre la séquence ERC pour les OAP habitat en rendant compte de toutes les sources de nuisances sonores et la pollution de l'air ; justifier leur prise en compte et présenter les mesures ERC et leur traduction dans les OAP ou le règlement écrit ou graphique</i>	La maîtrise d'ouvrage propose la réalisation de compléments d'analyse des incidences pour cette thématique à travers l'étude approfondie des sources de nuisance sonores et/ou de pollution de l'air pour les OAP ainsi qu'un travail d'approfondissement quant aux mesures à traduire de façon opérationnelle dans les pièces prescriptives en étroite concertation avec le cabinet d'urbanistes pour cette thématique. Une sous-section « zoom sur les incidences en matière de santé humaine » faisant notamment référence à cette dernière sera ajoutée au dossier d'approbation pour clarifier la bonne prise en compte du sujet dans le cadre de l'analyse des incidences du PLUi.

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Préciser les émissions des polluants atmosphériques à l'échelle du territoire du PLUi au regard des valeurs directrices de l'OMS et les mesures prises en conséquence pour ne pas dégrader la santé des populations</i>	Les émissions présentées dans le cadre de l'état initial de l'environnement (RP 1.1) et de l'évaluation environnementale (RP 1.2) seront mises en perspective avec les valeurs issues des lignes directrices pour la qualité de l'air de l'OMS révisées (2021) lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Préciser pour les OAP concernées par un sol pollué si l'état des sols est compatible avec la destination projetée</i>	La précision sera apportée ; en cas de doute sur la compatibilité, une inscription réglementaire quant à l'obligation de réaliser un diagnostic site et sol pollués avant toute démarche d'urbanisation préalable pourrait être ajoutée dans les OAP valant règlement concernées, sous réserve de faisabilité effective quant aux requis réglementaires inscrits à l'article R.151-8 du Code de l'Urbanisme.
<i>Rectifier et compléter l'OAP bioclimatique sur les espèces allergènes, l'Ambrosie et le moustique tigre</i>	Les compléments et modifications demandées seront intégrées lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Expliquer le choix retenu au regard des solutions de substitution raisonnables</i>	La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que le point 4° de l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ne renseigne pas sur la nécessité d'envisager des solutions alternatives lorsqu'elles ne sont pas « raisonnables » ou qu'elles consistent à abandonner le projet porté par le document. Un effort de clarification sera néanmoins fait pour décrire les solutions de substitution envisagées quand elles le sont et/ou expliciter l'absence de solutions alternatives jugées raisonnables lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Définir les mesures pour éviter, réduire, compenser les incidences et leurs mesures de suivi</i>	Les mesures issues de l'application Eviter-Réduire-Compenser dans le cadre de l'analyse des incidences des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement au titre des thématiques abordées lors de la constitution du dossier d'approbation seront exposées clairement dans le rapport de présentation (section mesures) ainsi que leur traduction opérationnelle dans les autres pièces constitutives du PLUi, réalisée en concertation étroite avec l'urbaniste pour garantir leur applicabilité effective.

2.3.4 LES MATERIAUX

Extrait de l’avis

[S’agissant des carrières] Alors même que le PLUi prévoit la construction de 24 000 logements, d’équipements publics et infrastructures pour lesquels le territoire est très déficitaire en matériaux, le dossier énonce que l’enjeu « ressources minérales » est qualifié de « faible » (RP 1.2 p.15 par.2.1.2, p.104 par.2.4.1). Ceci est d’autant plus surprenant que le déficit en matériaux devrait être une préoccupation majeure et qu’en outre, il oblige à un transport routier conséquent en provenance d’autres départements.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le qualificatif des enjeux est attribué sur une base comparative avec d’autres thématiques environnementales. A travers cette hiérarchisation, la maîtrise d’ouvrage partage le classement de la composante « matériaux » en position 5/7 adoptée par l’Autorité environnementale dans son avis synthétique. Le niveau d’enjeu pourra néanmoins être réexaminé dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation à la lumière des compléments d’analyse réalisées à cette étape.

Extrait de l’avis

[S’agissant des carrières] Le dossier doit être complété pour quantifier les besoins en matériaux d’ici 2040, en précisant la méthode de calcul ; analyser les incidences environnementales de la trame carrière (au regard notamment de la trame écologique et des espèces protégées)

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Une analyse complémentaire sera réalisée pour ce sujet, s’appuyant notamment sur le panorama départemental de l’approvisionnement territorial en matériaux en Auvergne-Rhône-Alpes réalisé par la DREAL en 2021 et toutes autres études disponibles à date, dans le respect du principe de proportionnalité éterné par l’article R.151-3 du Code de l’Urbanisme.

Extrait de l’avis

[S’agissant des Isdi] Le PLUi prévoit que [...] dans la zone N les matériaux font l’objet de quatre zones dédiées indicées Nr [...] mais avec une interdiction de sous-destination industrie ce qui est susceptible de faire échec à l’aménagement d’Isdi (qui sont des ICPE).

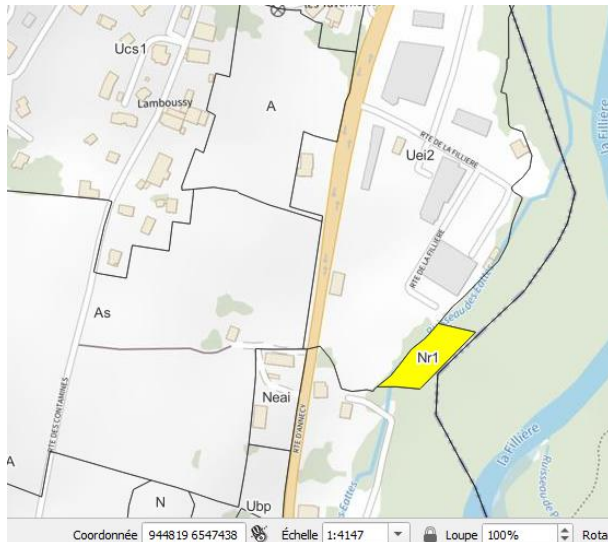
• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Un travail d’adaptation est prévu en étroite concertation avec les services de l’Etat, France Nature Environnement, la chambre d’agriculture et la Fédération BTP 74 sur le sujet dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l'avis

[S'agissant des Isdi] L'Autorité environnementale relève que la CA du Grand Annecy a annoncé en 2022 qu'elle retirait un projet de zonage de stockage de matériaux inertes dans le PLU de Charvonnex pour le réexaminer dans le cadre d'une analyse approfondie à l'occasion de l'élaboration du PLUi. Le dossier doit être complété pour exposer cette analyse.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage



En cohérence avec la réponse globale sur la refonte de l'analyse des incidences proposée dans les paragraphes précédents, la zone Nr1 créée sur la commune de Charvonnex fera l'objet de compléments d'analyse, dont la production de tableaux analytiques synthétiques par sous-zonage (Nt1, Neq, etc) reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme.

A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse de cette zone revêtant une importance particulière pour l'environnement se rapportera à l'acte réglementaire (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sont par ailleurs soumises au régime de l'enregistrement via la rubrique 2760 de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les ICPE soumises à enregistrement doivent faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 1b) du Code de l'environnement qui proposera une analyse environnementale détaillée du projet lorsque celui-ci sera mûr.

Extrait de l'avis

[S'agissant des Isdi] Le dossier doit être complété pour préciser que la construction d'un logement génère environ 250 m3 de terre et quantifier les besoins induits par le PLUi, en prenant en compte les excavations prévues par de nombreuses OAP sectorielles pour réaliser des parkings souterrains

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le dossier sera complété pour l'approbation afin de proposer une estimation des besoins induits par le PLUi-HMB, en cohérence avec les orientations du PADD.

A toutes fins utiles, la maîtrise d'ouvrage précise que l'analyse des incidences environnementales du document, et a fortiori de zones revêtant une importance pour l'environnement comme certaines OAP, se rapporte à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l’avis

[S’agissant des Isdi] Le dossier doit être complété pour préciser quelle analyse a été faite et quelle suite a été donnée à la proposition faite par la fédération BTP74 à la CA du Grand Annecy de localisation de sites Isdi dans le PLUi.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le travail se poursuit actuellement avec la Fédération BTP 74 sur le sujet et sera restitué dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant des Isdi] Le dossier doit être complété pour préciser ce que prévoit le PLUi en cohérence avec le PADD pour favoriser le réemploi de matériaux issus du secteur du bâtiment, le cas échéant avec un zonage dédié aux installations de tri, valorisation et recyclage des matériaux de construction.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Un travail d’approfondissement avec les services de l’Etat est en cours sur le sujet, notamment sur la question de l’autorisation de recyclage de matériaux au sein des zonages Nr1 à Nr4 tels qu’ils sont conçus dans le règlement. Les conclusions seront exposées lors de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant des Isdi] Le dossier doit être complété pour définir un sous-zonage dédié aux Isdi, avec un encadrement dans le règlement écrit en s’inspirant, comme d’autres PLU, de la doctrine définie par le CDPENAF le 2 mars 2021 qui engage notamment à inscrire le stockage de déchets inertes dans le cadre de la législation ICPE, à prévoir un retour à l’usage agricole en fin d’exploitation avec un suivi agronomique.

Extrait de l’avis

[S’agissant des Isdi] Le dossier doit être complété pour encadrer strictement l’apport de déchets inertes en zone A en dehors des Isdi, en s’inspirant de la doctrine CDPENAF.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Un travail d’approfondissement conjoint avec les services de l’Etat, les élus, la Chambre d’Agriculture, France Nature Environnement et la Fédération BTP 74 est en cours sur le sujet. Les conclusions seront exposées lors de la constitution du dossier d’approbation.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Réexaminer le niveau d'enjeu attribué aux matériaux</i>	Le qualificatif des enjeux est attribué sur une base comparative avec d'autres thématiques environnementales. A travers cette hiérarchisation, la maîtrise d'ouvrage partage le classement de la composante « matériaux » en position 5/7 adoptée par l'Autorité environnementale dans son avis synthétique. Le niveau d'enjeu pourra néanmoins être réexaminé dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation à la lumière des compléments d'analyse réalisées à cette étape.
<i>Quantifier les besoins en matériaux et les déchets inertes supplémentaires à l'horizon 2040</i>	Des précisions seront apportées dans le dossier en vue de son approbation.
<i>Analyser la localisation prévisionnelle des carrières et isdi supplémentaires, leurs incidences environnementales</i>	En cohérence avec la réponse globale sur la refonte de l'analyse des incidences proposée dans les paragraphes précédents, les carrières et ISDI projetés (Nr1) feront l'objet de compléments d'analyse, dont la production de tableaux analytiques synthétiques par secteur et/ou sous-groupes reprenant l'ensemble des composantes de l'environnement dont l'étude est mentionnée à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme ainsi que des zooms pour certaines zones jugées à enjeux (SSEI) et/ou spécifiquement pointées par l'Autorité environnementale dans son avis.
<i>Préciser quelles sont les dispositions du règlement graphique et écrit qui favorisent le réemploi de déchets issus du secteur du bâtiment</i>	Un travail d'approfondissement conjoint avec les services de l'Etat, les élus, la Chambre d'Agriculture, France Nature Environnement et la Fédération BTP 74 est en cours sur ces sujets. Les conclusions seront exposées lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Définir les mesures ERC prises pour y remédier avec notamment un encadrement dans le règlement écrit des apports de déchets inertes en zones A et N, avec ou sans Isdi, en s'inspirant de la doctrine CDPENAF</i>	

2.3.5 LA MOBILITE, LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, L'ENERGIE ET LE CLIMAT

Extrait de l'avis

[S'agissant de la mobilité] Le dossier précise que l'orientation 2 du PADD est traduite dans les règles au sein des zones U à vocation majoritaire d'habitat, qui autorisent la mixité fonctionnelle et notamment les activités de service, les bureaux, l'artisanat et l'industrie non nuisant, en fonction des tissus urbains « lorsque c'était pertinent (RP 1.2 p49 par.2.2.1 5.7), les hypothèses non pertinentes doivent être précisées.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La mixité fonctionnelle a été autorisée au sein de zones déjà denses ou à densifier. Ces zones sont situées au sein des centralités du territoire, ou à minima à moins de 15 minutes à pied de ces centralités. Il s'agit des zones les plus densément peuplées, permettant de regrouper les commerces et services au plus proche de la population afin de réduire le recours à la voiture personnelle pour accéder aux aménités ou aux emplois.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la mobilité] Le dossier doit être complété par un tableau comparatif des orientations et actions retenues dans le PDM 2030 et le POA-M 2030.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le dossier sera complété par un tableau comparatif des orientations et actions retenues dans le PDM 2030 et le POA-M 2030 pour l'approbation du PLUi HMB.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la mobilité] Le calendrier de mise en œuvre du POA-M semble se poursuivre jusqu'en 2040 sans plus de précisions, ceci doit être clarifié.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Des clarifications seront apportées pour l'approbation du PLUi HMB.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la mobilité] S'agissant de bilan d'étape, le dossier doit être complété pour préciser le bilan intermédiaire des actions du PDM engagées sur la période 2022-2024 notamment la mise en œuvre de la restructuration du réseau de transport collectif incluant la mise en place de nouvelles lignes tangentielles.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le bilan intermédiaire des actions engagées du PDM n'a pas été encore réalisé, notamment du fait de son remplacement par le POA-M.

Par ailleurs, le nouveau réseau de bus et cars a été mis en place récemment (avril 2024). Les données ne sont pas toutes consolidées. Néanmoins, il ressort des premières statistiques de validation que les lignes tangentielles sont performantes.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la mobilité] S'agissant de bilan d'étape, le dossier doit être complété pour préciser l'avancement des études lancées en 2022 sur le réseau TCSPi, le bilan de l'expérimentation de navettes lacustres de passagers entre Annecy et les communes riveraines du lac.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les études préliminaires relatives au projet de Transport Collectif en Site Propre Intégral (TCSPi) sont en cours de finalisation. Le rapport final est attendu au plus tard à l'été 2025.

Le service de navettes lacustres "Lac d'Annecy Express" est expérimenté depuis 2019 (excepté en 2022, la seule offre déposée ne correspondant pas aux attentes). Il a fonctionné tous les jours en juillet / août, dans certains cas les week-ends de juin et septembre. Entre 2 et 8 communes ont été desservies. Les bateaux étaient de type "ponton" 11 places (1 ou 2 unités selon les années) ou hydroptère (SeaBubbles) et, à compter de 2023, 100 % électriques. Le nombre de passagers, passé de 13 000 en 2019 à 16 750 en 2021, est redescendu à 2000 en 2023 (notamment du fait d'une capacité limitée de la capsule SeaBubbles) et 1400 en 2024. L'an dernier, l'offre était moindre car concentrée sur une seule liaison entre Veyrier-du-Lac et Annecy. Comme précisé dans le Dossier de concertation préalable relative au projet de TCSPi, la création d'un service public de transport lacustre fonctionnant toute l'année est, à ce stade, écartée. Quoiqu'il en soit, des expérimentations pourraient se poursuivre pour trouver des solutions optimales.

Extrait de l'avis

[S'agissant de la mobilité] Le dossier (POAM, RP 1.2, RP 1.3.6) ne précise pas quelles suites ont été données aux autres recommandations, en particulier celle relative à la prescription de règles s'agissant de la mesure dite complémentaire du PDM afférente à l'articulation entre transports collectifs et répartition spatiale et économies d'espaces.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Des clarifications seront apportées pour l'approbation du PLUi HMB.

Extrait de l’avis

[S’agissant de la mobilité] L’Autorité environnementale recommande de préciser comment est traduite dans le PLUi, notamment le règlement graphique et les emplacements réservés, l’action n08 « développer le covoiturage et l’autopartage » énoncée dans le POA-M (5.2 p.66 par.4.2)

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le PLUi-HMB favorise l’intermodalité en inscrivant notamment des emplacements réservés dédiés à la création de pôles d’échange multimodaux (PEM). Certaines OAP prévoient également la création de PEM, visant à réduire la part de l’automobile individuelle au profit de mobilités collectives, dont l’autopartage et le covoiturage.

Extrait de l’avis

[S’agissant du bilan carbone] L’enjeu émission de gaz à effet de serre est qualifié de « fort », ceci est à clarifier.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Le niveau d’enjeu attribué sera réexaminé dans le cadre de la constitution du dossier d’approbation, notamment au regard de la hiérarchisation faite pour les autres composantes.

Extrait de l’avis

[S’agissant du bilan carbone] Le dossier n’analyse pas les émissions de GES liées notamment aux projets de transports et à la destruction partielle du puits de carbone naturel constitué par les Enaf

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

L’analyse demandée est présentée dans l’évaluation environnementale (RP 1.2) paragraphe 2.4.6 Zoom sur les incidences en matière de climat à travers la mobilisation de l’application GES Urba, outil par ailleurs mentionné comme référence par le guide de l’évaluation environnementale des documents d’urbanisme du Commissariat général au développement durable et Direction de l’habitat, de l’urbanisme et des paysages (novembre 2019).

La maîtrise d’ouvrage propose de compléter l’analyse par la reprise et/ou actualisation des éléments issues de l’annexe environnementale liée au projet PDM 2030 dans le respect du principe de proportionnalité aux enjeux entériné par l’article R.151-3 du Code de l’Urbanisme et des informations raisonnablement exigibles (article L.105-5 du Code de l’Urbanisme).

Extrait de l’avis

[S’agissant du changement climatique] Le dossier doit être actualisé pour mentionner la trajectoire de réchauffement de référence pour l’adaptation au changement climatique (Tracc) [...] publiée le 10 mars 2025.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

Des compléments seront apportés dans le dossier d’approbation.

Extrait de l’avis

[S’agissant du changement climatique], le constat des évolutions climatiques en cours doit conduire le PLUi à analyser la vulnérabilité du territoire au changement climatique (y compris forêt) en se référant à la trajectoire de référence, et à en déduire les mesures d’adaptation qu’il est nécessaire de prendre dans cette perspective.

• Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d'ouvrage tient à rappeler que l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme entérinant le contenu du rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale ne mentionne pas la réalisation d'une analyse de la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

La remarque fait probablement mention implicite d'éléments inscrits à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement qui précise le contenu d'une évaluation environnementale de projet dont notamment « un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet (3°) » et une « description [...] des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique 4°f) » qui ne s'applique pas à l'évaluation environnementale de documents d'urbanisme.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Compléter le POA-M par un tableau comparatif des orientations et actions retenues dans le PDM 2030 et le POA-M 2030</i>	Le tableau sera proposé dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Préciser la traduction dans le PLUi de l'action du POA-M relative au covoiturage et à l'autopartage</i>	L'intégration de mesures spécifiques dans le règlement écrit et/ou les OAP sectorielles concernées sera étudiée à la lumière des requis réglementaires particulièrement contraignants entérinés par le Code de l'Urbanisme lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Dresser les bilans des actions du PDM engagées sur la période 2022-2024, de l'expérimentation de navettes lacustres et des études sur le réseau TCSPi</i>	Le bilan des actions engagées du PDM n'a pas été réalisé en raison notamment de l'élaboration du POA-M. La navette lacustre semble avoir rencontré un franc succès dans ses premières années d'utilisation avant de s'essouffler. Des expérimentations pourraient se poursuivre afin de trouver une solution optimale, tant en matière de desserte que de saisonnalité.
<i>Préciser les leviers mobilisés pour atteindre la réduction des émissions de GES</i>	Différents leviers sont identifiés dans le PLUi HMB pour atteindre la réduction des émissions de GES. Il est possible de citer la retranscription en partie du schéma cyclable, le déploiement de bus électrique, des normes de stationnement à la baisse pour diminuer l'usage de la voiture, l'inscription d'emplacements réservés en vue de la création de pôles d'échange multimodaux, l'inscription d'un emplacement réservé en faveur de l'axe 1 du futur TCSPi, etc.
<i>Quantifier les émissions de GES liées notamment aux projets de transport et à la destruction du puits de carbone constitué par les espaces naturels, agricoles et forestiers et les intégrer dans le bilan carbone du PLUi</i>	Une partie de l'analyse demandée était déjà présentée dans l'évaluation environnementale d'arrêt (RP 1.2 par. 2.4.6). La maîtrise d'ouvrage propose de compléter l'analyse par la reprise et/ou actualisation des éléments issues de l'annexe environnementale liée au projet PDM 2030 dans le respect du principe de proportionnalité aux enjeux entériné par l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme et des informations raisonnablement exigibles (article L.105-5 du Code de l'Urbanisme).

<p><i>Actualiser les données relatives au changement climatique en analysant la vulnérabilité du territoire à la Tracc et définir les mesures ERC prises en conséquence</i></p>	<p>L’actualisation des données, concernant notamment la Tracc, sera réalisée pour la constitution du dossier d’approbation.</p> <p>L’analyse de la vulnérabilité du territoire à la Tracc n’est pas exigible au titre du Code de l’Urbanisme, et notamment de l’article R.151-3 du Code de l’Urbanisme régissant le contenu du rapport de présentation au titre de l’évaluation environnementale.</p>
---	---

2.3.6 LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Extrait de l'avis

Paradoxalement, l'état initial de l'environnement indique que le risque des feux de forêt est pour l'instant « absent » et annonce qu'une cartographie « devrait être disponible fin 2021 » (RP 1.1 EIE p.82 par.5.3.2) ces éléments sont à actualiser ; le risque feux de forêt n'est en conséquence pas mentionné dans les risques pris en compte (RP 1.2 p.100 par.2.3.5)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La cartographie mentionnée par l'Autorité environnementale dans son avis fait référence à l'application des décrets DECI. Dans ce cadre, la direction Eau du Grand Annecy a effectivement travaillé à la mise en place d'une cartographie visant à localiser les secteurs où la défense incendie n'est pas assurée de façon optimale. Il ne s'agit donc en aucun cas d'une cartographie du risque de feux de forêt.

Extrait de l'avis

Le dossier doit être complété pour localiser les secteurs d'aménagement et zones A et AU situés dans les zones d'aléa naturel (notamment zone rouge d'un plan de prévention des risques naturels indiquer les solutions de substitution raisonnable et expliciter le choix du site retenu)

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage rappelle que les zones rouges inscrites aux PPRn communaux ne sont pas constructibles : il n'existe aucune zone AU dans ces secteurs en cohérence avec le règlement. La majorité des zones A comprises dans les zones rouges identifiées aux PPRn correspondant à des parcelles agricoles qui peuvent, pour certaines, jouer le rôle de champ d'expansion des crues.

Pour le reste, un effort de clarification sera fourni pour cette thématique lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dossier doit être complété pour préciser qu'un point de surface n°G est prévu à Charvonnex/Groisy pour le projet de futur « collisionneur circulaire » du CERN et rendre compte de l'analyse des incidences environnementales.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Concernant la précision sur le point de surface du CERN, la maîtrise d'ouvrage rappelle que le projet de futur collisionneur circulaire n'en est encore qu'aux prémices, notamment au regard des incertitudes dans le financement.

Concernant l'analyse des incidences environnementales dudit point, il n'appartient pas à l'évaluation environnementale du PLUi de réaliser cette étude car cette dernière contient les informations relatives à l'acte réglementaire et non celles relatives à un projet précis d'implantation (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l'avis

[S'agissant des risques naturels et technologiques] Le dossier doit être complété pour quantifier les surfaces concernées, analyser les incidences environnementales et compléter les mesures ERC

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage propose la réalisation de compléments d'analyse des incidences pour cette thématique à travers l'étude approfondie des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement comprises dans les zones rouges des PPRn et/ou dans le périmètre d'un PPRT, ainsi qu'un travail d'approfondissement quant aux mesures à traduire de façon opérationnelle dans les pièces prescriptives.

Extrait de l'avis

[S'agissant des risques naturels et technologiques] Le dossier doit être complété pour actualiser l'état initial de l'environnement sur le risque feux de forêt.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

L'état initial de l'environnement sera complété à la lumière des éléments disponibles sur le sujet lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>Actualiser l'état initial de l'environnement sur le risque feux de forêt</i>	L'état initial de l'environnement sera complété à la lumière des éléments disponibles sur le sujet lors de la constitution du dossier d'approbation.
<i>Localiser les secteurs d'aménagement et zones A et AU situés dans les zones d'aléa naturel, quantifier les surfaces concernées, expliciter le choix des sites en zone rouge, analyser les incidences environnementales et compléter les mesures ERC.</i>	Il n'existe pas de zones AU dans les zones rouges identifiées par les PPRn communaux conformément au règlement qui s'applique. Un effort de clarification concernant le reste de la remarque sera fourni lors de la constitution du dossier d'approbation.

2.4 Observations complémentaires

2.4.1 ZONE UEQ A EPAGNY-METZ-TESSY (POLE D'ECONOMIE CIRCULAIRE)

Extrait de l'avis

[La CA du Grand Annecy] a retiré sa demande [d'avis sur un projet de mise en compatibilité n°1 du PLU d'Epagny-Metz-Tessy dans le cadre d'une déclaration de projet avec la création d'une zone Uep dédiée] le 14 octobre 2022 dans la perspective d'une saisine ultérieure dans le cadre d'une procédure commune avec l'étude d'impact du projet. Il est relevé que cette saisine n'a pas encore eu lieu à ce jour et que le PLUi procède à la modification du zonage (avec la création d'une zone Ueq) sans procéder à l'évaluation environnementale, ni établir que le PLUi traduit les mesures de compensation.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Des études sont actuellement menées concernant le projet. A ce stade, la procédure n'est pas abandonnée et suit son cours.

La maîtrise d'ouvrage souhaite par ailleurs rappeler que l'analyse des incidences environnementales du document, et a fortiori de zones revêtant une importance pour l'environnement comme le zonage Ueq pour le pôle d'économie circulaire, se rapporte à l'acte réglementaire et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).

Extrait de l'avis

Pour davantage de transparence, le rapport de présentation (RP) doit être complété pour lister les procédures d'évolution en cours des PLU et du PLUi qui ont été reprises dans le PLUi-HM, en précisant leur objet et localisation, avec une évaluation environnementale.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Les procédures d'évolution en cours des PLU sont celles mentionnées par l'Autorité environnementale dans son avis, à savoir la déclaration emportant mise en compatibilité du PLU d'Epagny-Metz-Tessy pour le projet de pôle d'économie circulaire et la modification du PLU de Pringy liée à l'opération Pré-Billy. La mention de ces éléments sera faite dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait conclusif de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de :

Synthèse des recommandations de l'avis	Réponse apportée par la maîtrise d'ouvrage
<i>De traduire dans le PLUi les mesures de compensation relatives au projet de pôle d'économie circulaire à Epagny-Metz-Tessy</i>	La maîtrise d'ouvrage souhaite rappeler que l'analyse des incidences environnementales du document, et a fortiori de zones revêtant une importance pour l'environnement comme le zonage Ueq pour le pôle d'économie circulaire, se rapporte à l' <u>acte réglementaire</u> et non au projet précis d'implantation quand celui-ci est connu (CE, 17 juillet 2013, n°362022 / CAA Lyon, 13 juin 2017, n°15LY02717).
<i>De lister les procédures d'évolution en cours des PLU et du PLUi qui ont été reprises dans le PLUi-HM, en précisant leur objet et localisation, avec une évaluation environnementale</i>	Les procédures d'évolution en cours des PLU sont celles mentionnées par l'Autorité environnementale dans son avis, à savoir la déclaration emportant mise en compatibilité du PLU d'Epagny-Metz-Tessy pour le projet de pôle d'économie circulaire et la modification du PLU de Pringy liée à l'opération Pré-Billy. La mention de ces éléments sera faite dans le cadre de la constitution du dossier d'approbation.

2.4.2 OAP N°15 PRE BILLY A PRINGY (ANNECY)

Extrait de l'avis

L'Autorité environnementale recommande de reprendre l'évaluation environnementale de l'OAP n°15 Pré-Billy à Pringy en donnant suite à l'avis conforme du 30 juillet 2024, définir les mesures ERC, de les traduire dans le PLUi, ainsi que dans la modification n°3 du PLU de Pringy et d'apporter des garanties sur les outils et le calendrier de dépollution de la nappe des lles.

- Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage précise que la procédure d'évolution du PLU de Pringy suit son cours. Ainsi, la réponse à l'avis de la MRAE sera formulée dans le cadre de cette procédure de modification n°3. Au besoin, le PLUi HMB sera mis en cohérence.

2.5 Dispositif de suivi proposé

Extrait de l'avis

Le dispositif de suivi figure dans le RP 1.2 au par.2.5 (p.691-693) et comprend un tableau d'une page comprenant 23 indicateurs, ce qui est insuffisant pour suivre l'ensemble des enjeux environnementaux et mesures ERC du PLUi, voir à titre indicatif d'autres PLUi comparables.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant du dispositif de suivi, la maîtrise d'ouvrage souhaite préciser que l'arrêt du document a été l'occasion de réaliser le premier renseignement des indicateurs à partir des données utilisées pour le diagnostic et/ou l'état initial de l'environnement et que la phase d'approbation sera mobilisée pour les actualiser afin de disposer d'un état de référence pertinent.

Sur ce point, le rapport de présentation sera complété lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

Le dispositif ne fait pas apparaître la valeur actuelle de l'indicateur (et la date de la donnée retenue), ni sa valeur cible (indiquant l'objectif à atteindre). La périodicité de suivi est trop longue car elle ne permet pas d'identifier, le cas échéant, « à un stade précoce » les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées comme le prescrit l'article R.151-3 du code de l'urbanisme.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

S'agissant des valeurs, la maîtrise d'ouvrage rappelle que le dispositif de suivi est pensé pour analyser les évolutions observées et apprécier si les objectifs inscrits au PADD ont été atteints, et qu'à ce titre tous les indicateurs n'ont pas vocation à faire l'objet d'une valeur chiffrée.

S'agissant de la périodicité de suivi, la maîtrise d'ouvrage s'appuie sur le délai réglementaire applicable entériné par les articles L.153-28 et L.151-29 du Code de l'Urbanisme.

La maîtrise d'ouvrage propose néanmoins de réinterroger le dispositif de suivi à la lumière des remarques formulées par l'Autorité environnementale lors de la constitution du dossier d'approbation, dans le respect du champ d'application réglementaire.

Extrait de l'avis

Il est relevé que le suivi des parts modales de déplacements, avec une périodicité de 3 ans, ne précise pas la méthodologie mise en œuvre.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

Le détail méthodologique sera précisé lors de la constitution du dossier d'approbation.

Extrait de l'avis

La périodicité du suivi est pour certains indicateurs de 6 ans, en particulier pour le suivi de la consommation d'Enaf, ce qui est trop long.

• Réponse de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage s'appuie sur le délai réglementaire applicable entériné par les articles L.153-28 et L.151-29 du Code de l'Urbanisme.

Extrait de l’avis

Certains enjeux ne sont pas traités, en ce sens il est relevé qu’aucun suivi n’est prévu pour les zones humides alors qu’elles sont affichées dans le PADD comme des « espaces clefs de la résilience climatique du territoire » (O6 p.30)

Extrait de l’avis

L’enjeu santé comprend un indicateur sur le bruit ferroviaire et routier, ce qui ne prend pas en compte le bruit de l’aérodrome, et un indicateur sur les polluants atmosphériques supérieurs aux limites réglementaires, ce qui ne prend pas en compte les valeurs de l’organisation mondiale de la santé

Extrait de l’avis

Aucun indicateur de suivi n’est prévu sur la mise en œuvre des mesures ERC « supplémentaires proposées par l’évaluation environnementale » (RP 1.2 p.686 § 2.4.8a).

- Réponse de la maîtrise d’ouvrage

La maîtrise d’ouvrage propose de réinterroger le dispositif de suivi à la lumière des remarques formulées par l’Autorité environnementale lors de la constitution du dossier d’approbation, dans le respect du champ d’application réglementaire.